

Just Le Front populaire 1935-1938



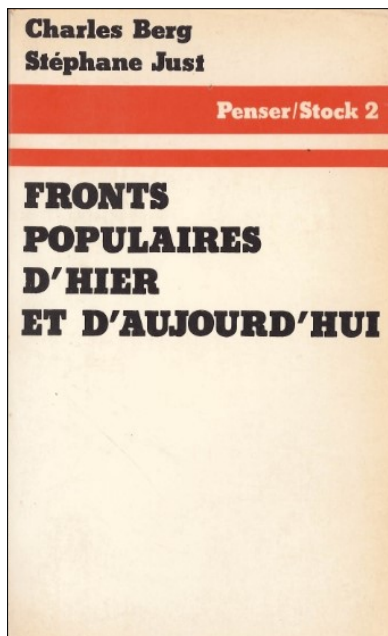
1977

- n° 36 GMI, *Pour combattre l'oppression des femmes*, 2024
n° 34 Corte, *Les fronts populaires avant 1935*, 1977
n° 33 Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, 1988
n° 32 GMI, *Le mouvement en défense des retraites*, 2023
n° 31 GMI, *La Chine impérialiste*, 2021
n° 30 Denis, *Lénine et l'émancipation des femmes*, 1976
n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016
n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019
n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021
n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, 1902-1913
n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017
n° 17 GMI, *Programme*, 2017
n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940
n° 11 Just, *En défense des retraites*, 1995
n° 10 Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865
n° 9 GMI, *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016
n° 8 GMI, *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015
n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915
n° 6 Marx, *La crise*, compilation 1847-1875
n° 5 Trotsky, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, 1938
n° 4 GMI, *M&R-VdT et la guerre mondiale*, 2015
n° 3 GB, *Chili 1970-1973*, 2004
n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, compilation 1911-1934
n° 1 GMI, *Plateforme pour le communisme*, 2013

3 euros auprès des militants, 5 euros par la poste à l'ARTP (voir p. 59)

Stéphane Just

Le Front populaire 1935-1939



Extraits de *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui*, Stock, 1977. Par décision du bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste, le livre fut signé aussi par Charles Berg, le dirigeant de l'Alliance des jeunes pour le socialisme, quoique seul Stéphane Just l'eût rédigé.

Les *Cahiers révolution communiste* ont harmonisé la chronologie, ajouté la plupart des références, choisi les sous-titres, précisé quelques événements ou personnages. L'ouvrage original complet est consultable en version numérique dans la *Bibliothèque du mouvement ouvrier* ainsi que parmi les pages en français du site *Archive internet des marxistes*.

LA FRANCE AU MILIEU DES ANNÉES 1930

L'économie capitaliste française accuse le choc de la crise mondiale déclenchée en 1929. La production industrielle baisse de manière spectaculaire : en 1913, l'indice de la production est 100 ; en 1930, il est à 140 ; en 1935, il est à 94. Sur une population de 41 millions d'habitants, il y a officiellement plus de 500 000 chômeurs. Les salaires diminuent avec la durée de la semaine de travail. En 1930, la durée moyenne du travail est de 47 heures trois quarts par semaine, en 1934, elle est de 44 heures et demie. La semaine de travail légale est de 48 heures ; dans certaines branches d'industrie, on travaille 52 à 56 heures par semaine. Dans d'autres, c'est quasiment le chômage total. Quant aux prix, ils galopent : les prix agricoles à la production baissent, ruinant des milliers de petits paysans, et ceux des denrées alimentaires augmentent de 25 % entre aout 1925 et mai 1936. Pour des millions d'ouvriers, de petits bourgeois des villes et des campagnes, la misère devient une réalité. Dans les usines, le patronat organise la chasse aux militants syndicaux, aux militants politiques. Il réprime les grévistes, licencie pour activité syndicale : le mouvement ouvrier doit s'accrocher dans une situation de semi légalité.

La bourgeoisie française a dû se contenter d'une partie des énormes réparations de guerre qu'elle voulait imposer à l'Allemagne. Elle a dû laisser l'industrie allemande, bénéficiant entre 1923 et 1929 de crédits américains massifs, redevenir la première d'Europe, envahir les marchés. Elle se réfugie dans les limites de son empire. Le capital financier français est plus que jamais un capital de rentiers, de « tondeurs de coupes », bien que la masse et l'importance de ceux-ci ne soient plus ce qu'elles étaient sur le plan international, si la dette d'État s'est considérablement accrue. Le renouvellement et la concentration de l'appareil de production, malgré l'apport de l'Alsace-Lorraine, le charbon de la Ruhr, la reconstruction du Nord dévasté, n'ont pas eu lieu, et de loin, à la dimension où il s'est renouvelé et concentré en Allemagne. L'impérialisme français est irrémédiablement le plus décadent des grandes puissances impérialistes d'Europe.

En même temps, il garde le statut et le rôle d'une grande puissance impérialiste à l'échelle mondiale, celui de la plus grande puissance impérialiste sur le continent européen, gardien vigilant et jaloux de l'ordre européen que le traité de Versailles et les traités annexes ont institué en amputant l'Allemagne et en morcelant l'Europe. Cette charge, il doit la porter et elle l'écrase. Inéluctablement, les échéances devront être honorées. La classe ouvrière, la petite paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine devront les acquitter. Inéluctablement, l'impérialisme français devra être réduit à sa juste place en Europe et dans le monde. La crise écono-

mique n'a pas en France la même acuité qu'en Allemagne, en raison du caractère relativement arriéré de l'économie française, et de son isolement du marché mondial. Mais ses conséquences, surtout à partir de 1933, sont néanmoins très lourdes à supporter pour les masses. De plus, elle annonce de nouveaux bouleversements internationaux qui, obligatoirement, révèlent la faiblesse organique, la décadence très avancée de l'impérialisme français, et qui le mettront à sa juste place. Hitler dénoue en se jouant l'étreinte de l'impérialisme français, met en échec la politique d'encerclement, et s'engage dans une course aux armements que l'impérialisme français n'est pas en mesure ni politiquement ni économiquement de soutenir.

Alors que s'exaspèrent les contradictions entre les classes, s'ouvre une crise interne de la bourgeoisie française. La république parlementaire, que le Parti radical incarne, entre en convulsions. Elle louvoie et recule devant les ligues fascistes, se révèle incapable d'écraser la classe ouvrière, d'ouvrir à la bourgeoisie comme classe une quelconque perspective internationale qui puisse préserver ses positions de première puissance impérialiste sur le continent européen, et de grande puissance mondiale. La France, « vainqueur de la Première Guerre mondiale », est incapable de tenir tête à l'expansionnisme de la bourgeoisie allemande, à la vitalité de son industrie : la bourgeoisie française qui n'a pu « faire payer l'Allemagne » tente de faire payer aux travailleurs les conséquences de la crise économique et financière.

JANVIER 1934 : L'AFFAIRE STAVISKY

En 1934, l'affaire Stavisky éclate et éclabousse l'ensemble du système parlementaire, révélant au grand jour la corruption du personnel politique de la bourgeoisie française. Maintes fois condamné, le petit escroc Stavisky avait en quelques années fait fortune, achetant « relations » politiques et policières. Armé de l'impunité, il fit éditer des bons du Crédit municipal de Bayonne pour plusieurs dizaines de millions... sans couverture. Dix-neuf fois inscrit au rôle, le procès est dix-neuf fois remis. Le 7 janvier 1934, le député-maire radical de Bayonne, Garat, est arrêté. Députés, ministres, préfets, hommes de gouvernements, policiers sont impliqués dans cette gigantesque affaire d'escroquerie qui masque toutes les autres.

L'affaire Stavisky démontre l'affairisme du personnel politique au service du grand capital. C'est trop, c'est trop dangereux. Stavisky ne parlera pas. Le 8 janvier, le corps de Stavisky est découvert. *Le Canard enchaîné* titre « Stavisky a été suicidé d'une balle tirée à bout portant ! ». *Le Figaro* enregistre le « trépas opportun » de Stavisky...

Durant tout le mois de janvier, inculpations et arrestations se poursuivent, mettant en cause députés et journalistes en majorité membres du Parti radical. Le gouvernement est atteint : Dalimier, ministre radical,

démissionne. Il est intervenu à plusieurs reprises pour faire ajourner le procès... Le président du conseil des ministres (premier ministre), le radical Camille Chautemps, s'oppose farouchement à la constitution d'une commission parlementaire d'enquête. Mais l'indignation est à son comble dans le pays. Le 27 janvier, le gouvernement Chautemps démissionne. Le chef de « l'aile gauche » du Parti radical, Daladier, constitue immédiatement un nouveau ministère : le Parti radical, toujours lui...

Mais la crise politique ouverte par l'affaire Stavisky mobilise les lignes fascistes contre le « parlementarisme » et la « République pourrie ».

6 FÉVRIER 1934 : LES FASCISTES ATTAQUENT LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les ligues fascistes en France sont à la mesure de l'impérialisme français. Elles vivent sur la grandeur passée, la « victoire » de 1918. L'impérialisme français ne peut ouvrir aux « anciens combattants », à la petite bourgeoisie déclassée, de « grandes perspectives ». C'est une des données fondamentales qui différencie les organisations fascistes françaises du fascisme brun, des hordes hitlériennes. Bien que les ligues soient organisées militairement et qu'elles regroupent peut-être plusieurs dizaines de milliers d'hommes plus ou moins bien armés que finance le grand capital, ce ne sont pas les SA et les SS. Mais il est vrai également que le mouvement ouvrier français n'est pas comparable à son homologue allemand, avec ses millions de combattants regroupés au sein du SPD, du KPD, de la centrale syndicale.

Parmi ces ligues, l'Action française avec Charles Maurras et Léon Daudet ; la Solidarité française du parfumeur François Coty ; les Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger ; et surtout, organisant une partie des anciens combattants, les Croix de feu dirigés par François de La Rocque, homme de confiance de Mercier, directeur de la Compagnie générale d'électricité. En exergue de leur journal *Le Flambeau*, un slogan : « *Ni blanc, ni rouge : bleu, blanc, rouge* ». Leur programme : « *L'ordre français a toujours reposé sur trois éléments : travail, famille, patrie* ». Leur objectif : chasser la « Gueuse » (la République parlementaire) et instaurer en France un État fasciste corporatiste à l'image de l'Italie ou de l'Allemagne.

S'il le faut, nous prendrons des fouets et des bâtons pour balayer cette Chambre d'incapables. (Marcel Large, *Réveil du contribuable*, février 1933)

La seule solution est celle d'un gouvernement d'autorité, appuyé par une force morale populaire irrésistible. (Ernest Mercier, « Discours au Redressement français », 24 janvier 1934, cité par Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Payot, 1974, p. 14)

Les ligues rassemblent anciens combattants, à qui l'Allemagne « n'a rien payé », aventuriers fascistes, petits bourgeois déclassés qui défilent béret sur la tête et drapeaux tricolores au vent, à la manière des Sections d'assaut d'Allemagne, des Faisceaux de Mussolini. Financées par les grandes banques, soutenues par l'Église catholique, les ligues vomissent l'antisémitisme, la lutte contre les « rouges », contre les ouvriers, contre leurs partis. Mais leur nationalisme est étriqué, conservateur et sans envergure. Elles sont incapables d'offrir autre chose que les « fruits de la victoire », or ceux-ci sont d'ores et déjà pourris ! Cela va donner un certain côté lamentable aux ligues, à l'image de la bourgeoisie française. Le danger n'en est pas moins considérable. La férocité des ligues contre le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, si elles parvenaient au pouvoir, ne serait pas moins grande que dans tous les pays où le fascisme a vaincu.

À la suite du scandale Stavisky, le préfet de police de Paris, Chiappe, est déplacé. C'est un ami des bandes fascistes, c'est surtout une occasion. Le 6 février, les ligues appellent leurs adhérents à manifester contre cette décision à la Chambre des députés. Le Parti communiste et son Association républicaine des anciens combattants sont également présents. Pour les dirigeants du PCF, la ligne est claire : coude à coude avec les ligues, contre les fascistes et la sociale démocratie.

Tous à 20 heures rondpoint des Champs-Élysées pour manifester aujourd'hui vigoureusement à la fois contre les bandes fascistes et contre le gouvernement qui les protège et les développe, contre la sociale-démocratie qui par sa division de la classe ouvrière s'efforce de l'affaiblir. (L'Humanité, 6 février 1934)

C'est l'émeute. Les bandes fascistes tirent, la police réplique, la place de la Concorde est un véritable champ de bataille. Croix de feu et militants communistes manifestent ensemble, *La Marseillaise* se mêle à *L'Internationale* ! Le 7 février au matin, le pays apprend avec stupeur que cette nuit de violences a fait vingt morts et plusieurs centaines de blessés.

Contre les fascistes, contre la démocratie qui se fascise, Paris ouvrier a riposté ; tandis que les balles des gardes mobiles couchaient douze morts et près de deux cents blessés sur le pavé, le Parti socialiste donne sa confiance au gouvernement. (L'Humanité, 7 février 1934)

Morts de peur, les députés des partis bourgeois refusent de dissoudre les ligues, de défendre les libertés, d'écraser la vermine fasciste. Le 7 février à 14 heures, Daladier qui vient d'obtenir la confiance de la Chambre, démissionne immédiatement pour laisser la place à un « sauveur », à un homme fort : Gaston Doumergue. Ce dernier accourt de sa retraite et forme un gouvernement de combat avec Pétain, Tardieu, Laval, Herriot, Marquet. Le PCF appelle à manifester de manière séparée.

Un régime politique bâtard s'établit de fait. Le parlement se dessaisit au profit du gouvernement d'une partie importante de ses pouvoirs : Doumergue et ses successeurs gouvernent par décrets-lois. Le capital financier l'exige, le parlement obéit. L'axe du gouvernement se déplace, de plus en plus constitué par l'appareil d'État, la police, l'armée, tandis que le capital financier utilise les bandes fascistes en tant que moyens de pression. La Chambre des députés s'efface devant l'exécutif. Le gouvernement a un caractère bonapartiste, mais à la mesure d'un impérialisme décadent dont l'orientation est hésitante, zigzagante. Le Président de la république confie le soin de former le gouvernement à un homme déterminé, mais c'est le parlement qui investit ou désavoue le gouvernement. Mis en minorité à la Chambre, celui-ci doit démissionner. Le parlementarisme moribond s'efface devant un gouvernement de type bonapartiste qui obtient les pleins pouvoirs, laisse au second plan l'Assemblée, s'appuie sur l'armée et la police. Appuyé par le Parti radical, Doumergue va gouverner par décrets-lois. Le Parti radical, toujours lui... Mais la classe ouvrière réagit.

LA CRISE DU PARTI RADICAL

Le Parti radical se définit en 1907, lors de son congrès de Nancy, comme « résolument attaché aux principes de la propriété individuelle dont il ne veut ni commencer ni même préparer la suppression ». Disposant d'une influence dans les couches de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, il entretient l'anticommunisme, les ressentiments à l'égard de la classe ouvrière, au compte du grand capital. Ainsi, ses représentants, toujours partisans de l'expansion coloniale et de la rapine impérialiste, obtiendront en retour quelques miettes en faveur des classes moyennes. Depuis 1885, il a fait partie de toutes les combinaisons gouvernementales de la 3^e République.

La crise de 1929 a pour conséquence de précipiter à la faillite et à la ruine des centaines de milliers de petits commerçants, de petits paysans, de petits épargnants. Cette couche sociale ne peut avoir de politique et de perspective propre. Elle est coincée entre le prolétariat et la grande bourgeoisie. Elle est stable seulement dans les moments de stabilité économique et politique. Mais les périodes de crise la bouleversent, font qu'elle passe à une instabilité totale, fiévreuse, capable des positions les plus extrêmes. Quoi qu'il apparaisse, elle est toujours à la remorque d'une des classes fondamentales : prolétariat et grande bourgeoisie. En 1934, les « classes moyennes » amorcent un mouvement contradictoire : la plus grande partie délaisse le Parti radical et se tourne vers les partis ouvriers, le PCF et le PS ; une autre partie délaisse le Parti radical, mais pour s'orienter à droite.

Ruinée par le grand capital, la grande industrie, les gros propriétaires terriens, une grande partie de la clientèle du Parti radical se retrouve dans les faits poussée vers la classe ouvrière et ses organisations. Dès les années 1930, écrasés par la crise, des secteurs entiers de la petite bourgeoisie commencent à se détourner du Parti radical. Mais celui-ci s'adapte aux situations politiques et à la crise économique naissante. C'est le parti à l'aide duquel la grande bourgeoisie entretenait les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration de sa situation. Les radicaux n'ont pu jouer ce rôle qu'aussi longtemps que la situation économique restait supportable pour la petite bourgeoisie.

À partir du moment où le grand capital subit les conséquences de la crise mondiale de 1929, la petite bourgeoisie cherche d'autres voies, alors que le Parti radical reste fidèle à ses liens avec le grand capital, avec la Bourse, les conseils d'administration, l'appareil d'État. Parti du grand capital, exerçant une influence dans la petite bourgeoisie, le Parti radical voit sa force et sa réalité électorale décroître au fur et à mesure que la crise se développe. C'est dans cette situation que Daladier va devenir au sein du Parti radical leader d'une « aile gauche ». Mais l'aile gauche d'un parti attaché au maintien de la propriété privée des moyens de production, à la défense de l'État, n'a de gauche que le nom. Le rôle du Parti radical diminue avec le développement de la lutte des classes, mais la politique de front populaire prônée par les dirigeants du PCF et du PS-SFIO permettra à ce parti d'éviter la débâcle totale en le présentant comme le parti représentatif des « classes moyennes », défendant leurs intérêts. En réalité, la grande bourgeoisie, dont le Parti radical est un instrument, ne peut en période de crise que ruiner davantage les classes moyennes, la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, et le Daladier « de gauche » de 1936 se retrouvera en 1938 avec Reynaud pour s'engager à fond dans une politique de lutte contre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, toujours au compte du grand capital.

La politique du Parti radical en ces journées de février 1934 éclaire de façon éblouissante la nature et la fonction de ce parti. Le 7 février, Daladier qui a obtenu la confiance le 6 démissionne. Immédiatement, le président de la République fait appel à un sauveur, Doumergue. En se remettant au « sauveur » Doumergue, la bourgeoisie française démontre qu'elle est prête à se défaire du parlementarisme si les circonstances l'exigent... et le permettent. En obéissant servilement aux ordres du capital financier, en reculant devant les bandes fascistes, le parlement, ses députés, ses partis, et notamment son principal parti, le Parti radical, ont démontré leur incapacité à défendre y compris la démocratie bourgeoise, les libertés qu'elle suppose, et que les ligues fascistes menacent. Tous craignent cependant un prolétariat qui se regroupe et se lève, ce qui a des conséquences contradictoires : il faut en finir avec les libertés et en même temps temporiser par

peur de la réplique des masses. Les partis bourgeois, et d'abord le Parti radical, administrent la preuve qu'ils placent les intérêts du capital au-dessus de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme. Ils craignent un prolétariat qui pourtant ne s'est pas encore regroupé et unifié pour combattre, même si cela ne va pas tarder. Le 9 février, le ministère Doumergue est formé et obtient la confiance à la Chambre, dont celle des parlementaires radicaux.

*En la personne de Doumergue, nous avons le bonapartisme sénile à l'époque du déclin capitaliste. Le gouvernement Doumergue est le premier degré du passage du parlementarisme au bonapartisme. Pour maintenir son équilibre, il lui faut à sa droite les bandes fascistes et autres qui l'ont porté au pouvoir. Réclamer de lui qu'il dissolve - non sur le papier, mais dans la réalité, les Jeunesses patriotes, les Croix de feu, les Camelots du roy et autres, c'est réclamer qu'il coupe la branche sur laquelle il se tient. Des oscillations temporaires d'un côté ou de l'autre restent, bien entendu, possibles. Ainsi, une offensive prématurée du fascisme pourrait provoquer dans les sommets gouvernementaux un « écart à gauche ». Doumergue ferait place pour un temps, non à Tardieu, mais à Herriot. Mais il n'est d'abord pas dit que les fascistes feront une tentative prématurée, et ensuite un écart temporaire à gauche dans les sommets ne modifierait pas la direction générale du développement et hâterait plutôt le dénouement. Il n'existe aucune voie pour retourner à la démocratie pacifique. Le développement conduit inévitablement, infailliblement, à un conflit entre le prolétariat et le fascisme. (Trotsky, « Où va la France ? », octobre 1934, *Face à la menace fasciste*, GMI, 2019, p. 14)*

12 FÉVRIER 1934 : LA RÉPLIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

*C'est maintenant le tour de la France. Le 6 février y constitua la première répétition du banditisme fasciste. (Trotsky, « C'est au tour de la France », 9 mars 1934, *Face à la menace fasciste*, GMI, 2019, p. 5)*

Au lendemain du 6 février, militants et travailleurs se mobilisent spontanément, exigeant des dirigeants des partis et des syndicats qu'ils agissent, qu'ils réagissent. Le 9 février, le Parti communiste français, qui a « oublié » son appel à la manifestation du 6, organise place de la République une manifestation contre les ligues fascistes. Des milliers de militants socialistes s'y joignent. Toute la nuit, du faubourg du Temple aux rues de Belleville, quelques dizaines de milliers de militants s'accrochent au terrain et font face à la police. La police a hésité devant les ligues, elle charge et tire sans sommation contre les militants ouvriers. Cette nuit, le sang des travailleurs coule. Les manifestants descendent des quartiers nord et est de Paris, de la banlieue. Un puissant contingent vient du PC de

LE 6 FÉVRIER 1934. — N° 190 PRIX : 0 fr. 50 22, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE
Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France 1 an : 30 fr. 6 mois : 10 fr. Abonnement d'un trimestre : 5 francs
Étranger 1 an : 50 fr. 6 mois : 15 fr. Parait le vendredi

Compte chèque postal : P. Frank 1344-93 Paris

Edition spéciale

Après une tentative de résistance, le Cabinet Daladier a capitulé devant le chantage fasciste et réactionnaire.

La classe ouvrière est directement menacée. Les prolétaires ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Il faut passer sans délai à l'organisation d'une vaste "Alliance Ouvrière" englobant les partis ouvriers et syndicats ! Alerte !

LA CLASSE OUVRIÈRE EST EN DANGER !...

L'émeute réactionnaire du 6 Février

Pour le front unique des organisations, l'organisation de la milice ouvrière et la préparation de la grève générale !

De 1929 à 1934, la seule organisation qui combatte pour le front unique ouvrier est la Ligue communiste

Saint-Denis que dirige alors Jacques Doriot, partisan de l'unité avec le PS-SFIO et qui n'est pas encore exclu. Ce sont principalement les militants qui descendent de Saint-Denis et de la banlieue nord qui tentent de forcer les barrages des forces de police à la hauteur de la gare du Nord et de celle de l'Est pour descendre le boulevard Magenta, sur la place de la République : neuf morts, des dizaines de blessés.

Dans tout le pays, militants socialistes et communistes exigent vengeance, harcèlent leurs dirigeants, pour que s'organise la riposte unitaire aux ligues fascistes soutenues par Doumergue. Le 7 février au matin, la commission administrative de la CGT se réunit. Elle décide d'appeler à une grève générale de 24 heures pour le lundi 12 février. Dans la soirée, elle convoque les organisations suivantes : le PS-SFIO, le Parti socialiste de France (néosocialiste), le Parti républicain socialiste, le Parti d'unité prolétarienne (né d'une rupture au sein du PCF), l'Union anarchiste, la Ligne des droits de l'homme... Elle leur demande d'appuyer la grève du 12. De leur côté, les fédérations PS-SFIO de la Seine et de la Seine-et-Oise se prononcent dans la nuit du 6 au 7 février pour l'unité d'action avec le PCF et la CGTU. Une délégation que conduisent Zyromski, Pivert, Descourtieu, propose dans la nuit du 6 au 7 après minuit une manifestation commune dès le 7 février.

Nous vous demandons une entrevue, afin de fixer les bases d'un accord loyal et de réaliser l'unité d'action des travailleurs. Prière de nous répondre au plus tôt. Nous nous tiendrons dans notre permanence jusqu'à minuit. Toutes les organisations du prolétariat doivent former une barricade infranchissable au péril fasciste. (cité par Georges Lefranc, Histoire du Front populaire, Payot, 1974, p. 29)

Elle n'est pas reçue. La réponse du PCF à l'offre des fédérations PS-SFIO de la Seine et de la Seine-et-Oise est publiée le 8, en même temps que le PCF convoque la manifestation du 9. C'est une fin de non-recevoir.

Votre parti a voté la confiance à Daladier. Vos chefs Léon Blum et Frossard ont conseillé la démission à Daladier pour faire venir un gouvernement de trêve des partis contre la classe ouvrière. (p. 29)

Assertion absolument fautive : Léon Blum a au contraire demandé expressément à Daladier de ne pas démissionner. Et c'est l'appel classique aux ouvriers socialistes, par dessus la tête des dirigeants PS-SFIO accusés de trahison, à se joindre à la manifestation du 9.

Le Parti socialiste avec la République des fusilleurs. La classe ouvrière condamnera et rejettera avec dégoût les chefs socialistes qui ont le cynisme et l'audace de prétendre entraîner les ouvriers à la lutte contre le fascisme au chant de « La Marseillaise » et de « L'Internationale ». (L'Humanité, 11 février 1934)

La volonté des militants, l'écho que rencontre Doriot, alors partisan affiché du front unique du PS et du PCF, de la CGTU et de la CGT, contraignent les dirigeants de la CGTU et du PCF à appeler de leur côté à la grève du 12 février. La CGT et la CGTU ayant donné toutes deux le mot d'ordre de grève générale pour le 12 février, la grève est massive. À Paris, deux manifestations sont convoquées. La première à l'appel du PS-SFIO et de la CGT, la seconde par le PCF et la CGTU. Les deux cortèges, forts de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs s'avancent... l'un vers l'autre. Qui va l'emporter ? Les dirigeants du PCF et de le PS-SFIO qui refusent l'unité d'action contre le fascisme, ou la grande masse des militants qui exigent le front unique ouvrier contre les fascistes et contre le capitalisme ? De part et d'autre, un cri jaillit : « *Unité ! Unité !* ». Les deux cortèges fusionnent dans l'enthousiasme et une gigantesque manifestation rassemble au coude à coude ouvriers socialistes, communistes, militants de la CGT et de la CGTU et travailleurs inorganisés.

Dans tout le pays, la grève générale est suivie et les manifestations sont imposantes. Le 12 février 1934, la classe ouvrière impose à ses chefs, et notamment à ceux du PCF, le front unique ouvrier. Cette action donne la mesure de la disponibilité au combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son État, révèle cette « ardente aspiration à l'unité des ouvriers » (Lénine) qui se reflète dans le PS-SFIO et dans le Parti communiste. La réplique du 12 février tourne une page de l'histoire du mouvement ouvrier et des rapports entre les classes en France. Un nouveau chapitre s'ouvre, militants et masses ont réussi à imposer aux dirigeants, pour un moment, le front unique ouvrier.

Le 12 février, commence la constitution d'un mouvement ouvrier de masse en France. Rapidement, le PS-SFIO dépasse la centaine de milliers de militants, le PCF approche de la centaine de milliers, les deux centrales syndicales bénéficient d'un afflux de centaines de milliers de nouveaux syndiqués, avant que la réunification de mars 1936 et le grève générale de juin 1936 apportent à la CGT réunifiée des millions de syndiqués. Et, ce qui va de pair, la disponibilité de la classe ouvrière en tant que classe, sa volonté d'action, sa fermentation politique font un saut qualitatif. Le prolétariat dans son ensemble se rassemble et se lève. Ainsi s'annoncent de grands affrontements de classes. La situation pose, encore confusément, la question à la classe ouvrière : fascisme ou socialisme ? bourgeoisie ou prolétariat ?

1934 : LE PACTE D'UNITÉ D'ACTION PS-PCF

Les dirigeants du PS-SFIO, mais surtout ceux du PCF, s'y opposent encore pendant quelques mois après le 12 février 1934. La résolution du 15 mars du comité central du PCF se prononce toujours pour l'« unité à la base » sur le terrain « de la lutte révolutionnaire », en d'autres termes, derrière le PCF et son appareil dirigeant. De son côté, le 11 mars, le conseil national du PS-SFIO affirme : « La lutte contre le fascisme ne peut être conduite que sous l'action socialiste et dans le sens de la doctrine socialiste.

Depuis le 6 février, l'unité d'action a été la revendication fondamentale des travailleurs qui y voyaient une des conditions préalables du succès de leurs luttes. Sous toutes les formes, et dans les différents partis et organisations centristes et démocratiques, une pression dans ce sens s'est exercée, venue des profondeurs de la masse populaire. L'expérience allemande n'avait pas été vaine. Dans le Parti socialiste, le mouvement à gauche s'amplifia, domina entièrement dans la Seine et dans une série de fédérations de province (Est, Midi, surtout). Dans le PC, la lutte de Doriot refléta le même état d'esprit. Dans les syndicats, un mouvement tout aussi large se fit sentir en faveur de l'unité organique. D'autre part, de multiples comités de vigilance, d'alliance ouvrière, etc., virent le jour. Dans des millions de localités, ils maintinrent la liaison entre les diverses organisations qui s'étaient trouvées littéralement jetées les unes contre les autres le 12 février. Le mouvement d'Amsterdam fut lui-même contraint d'envisager une modification de structure. Pendant des semaines et des mois (particulièrement en avril et en mai) l'action des bureaucrates dirigeants s'exerça contre la réalisation du front unique des organisations, c'est-à-dire contre les masses. Avec plus ou moins d'habileté, l'action était la même, à la tête des organisations centristes qui n'ont de communiste ou de socialiste que le nom. Mais l'action à la base ne cessait de rapprocher contre le fascisme les

combattants des différentes tendances et couches sociales. En juin, ces manifestations se firent plus amples, plus serrées, plus fréquentes : l'heure était proche où les bureaucrates devraient céder. (Pierre Naville, « Le front unique de la classe ouvrière et les partis », *La Vérité*, juillet 1934)

Bientôt, la pression se fait si forte qu'il est difficile aux dirigeants de résister. Les premiers à tourner sont les dirigeants du PCF après autorisation du Kremlin.

Nous avons toujours exprimé notre désir d'action commune et immédiate. Nous voulons lutter au coude à coude tout de suite contre l'ennemi capitaliste et ses bandes fascistes. (Maurice Thorez, *L'Humanité*, 30 mai 1934)

Le lendemain, pour la première fois, le PCF s'adresse, non pas à la « base » du Parti socialiste, « trompée par ses chefs », mais à sa direction pour lui proposer un accord de parti à parti pour défendre Thälmann, le dirigeant du KPD emprisonné par les nazis.

L'IC estime que l'appel au front unique devant la menace fasciste... est nécessaire dans certaines conditions... Un pareil appel est possible dans un pays comme la France où la sociale-démocratie n'a pas encore été au pouvoir, où les ouvriers socialistes pensent que leur parti ne suivra pas le chemin de la sociale-démocratie allemande. (*L'Humanité*, 31 mai 1934)

Le PCF réunit une conférence nationale le 23 juin, en vue de prendre le « tournant » et de proposer à la direction du PS-SFIO un pacte d'unité d'action contre le fascisme et la guerre. Le 25, le bureau politique du PCF propose à la commission administrative permanente du PS-SFIO un tel pacte d'unité d'action. La direction du PS-SFIO tente de maintenir sa position antiunitaire. Mais les masses et les militants veulent ardemment l'unité. Le 2 juillet, les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise et la région parisienne du PCF organisent en commun un grand meeting. La profonde volonté des travailleurs socialistes et communistes s'y manifeste puissamment. En effet, la salle Bullier, prévue pour le meeting, n'est pas assez grande pour contenir les auditeurs, qui se pressent à la porte. Des applaudissements enthousiastes ponctuent les discours des orateurs : Duclos, Cachin, Lampe pour le Parti communiste ; Zyromski, Claude Just, Farinet pour le Parti socialiste.

Le 16 juillet 1934, le conseil national du PS-SFIO. décide à une écrasante majorité d'accepter le pacte d'unité d'action qui est signé par les représentants des deux partis le 27. Dès le mois d'août, une première manifestation réunit socialistes et communistes pour l'anniversaire de la mort de Jaurès.

Nous nous serions refusés à cette première unification des forces prolétariennes au moment où l'intérêt et la volonté populaire l'exigeaient, une mésintelligence, une désaffection populaire se seraient développées autour de nous. (Léon Blum, *Le Populaire*, 25 février 1935)

On ne saurait dire plus clairement que ce sont les masses et les militants qui ont imposé l'unité entre le PS-SFIO et le PCF. Quelles sont les principales dispositions du pacte ? Désarmement et dissolution des ligues fascistes, défense des libertés démocratiques, dissolution de la Chambre et représentation proportionnelle, lutte contre les préparatifs de guerre, lutte contre les décrets-lois de Doumergue, contre la terreur fasciste en Allemagne et en Autriche, libération de tous les antifascistes emprisonnés.

Le pacte d'unité d'action entre le PS et le PCF est un fait d'une considérable portée politique en soi, et qui répondait aux aspirations irrépressibles des masses et des militants. Son contenu n'en a pas moins une signification politique tout aussi importante : les dirigeants du PS et du PCF ont fait l'unité, mais déjà ils dressent une digue contre le mouvement des masses pour le contenir dans le cadre de l'ordre, de la société bourgeoise, le contraindre à respecter la propriété privée des moyens de production, l'État bourgeois.

Ce serait au gouvernement, à l'État bourgeois, de dissoudre et de désarmer les ligues fascistes que le capital financier organise, subventionne et arme. La défense des libertés démocratiques s'entend comme défense du système parlementaire. La dissolution de la Chambre et la représentation proportionnelle sont les revendications les plus audacieuses de ce pacte, mais elles restent néanmoins dans le cadre précis du parlementarisme, et de toute façon, elles ne feront l'objet d'aucune action politique et resteront des clauses de style. « *Lutte contre les préparatifs de guerre* » est une formule évasive qui en soi ne veut rien dire. « *Lutte contre les décrets-lois* » est une formule tout aussi platonique, et le reste est à l'avenant.

Il n'est absolument pas question de chasser le gouvernement Doumergue. Mais celui-ci, pendant ce temps, publie décret-loi sur décret-loi qui font reporter sur les masses le poids de la crise qui s'aggrave, et multiplie contre les masses les actes répressifs. En juillet 1934, 5 000 instituteurs sont mis d'office à la retraite pour fait de grève. Paul Faure, secrétaire général du PS-SFIO, se déclare « étreint d'anxiété ». Jean Longuet, lui, conclut à « l'impossibilité de s'abstenir sans se condamner à mort ». Le contenu du pacte d'unité d'action ne fait pas de doute, ce n'est qu'une transition de la politique du « social-fascisme » à une autre, celle des « fronts populaires ». Désormais, le PCF va tout faire pour mettre sur pied cette nouvelle politique. Il devient l'aile marchante de l'Internationale communiste et du Kremlin.

Une des clauses les plus importantes du pacte d'unité d'action consiste dans le renoncement à toute critique entre les deux partis. Les divergences seront examinées par les représentants des deux partis qui formeront une commission bipartite spéciale. Ainsi chacune des directions des deux partis laisse les mains libres à l'autre par rapport aux masses et à leurs militants. La volonté des masses est de chasser Doumergue, défenseur du grand capital, protecteur des ligues fascistes. C'est pour cela qu'elles veulent l'unité du PS-SFIO et du PCF. Le pacte d'unité d'action répond à cette aspiration des masses qui subissent la politique réactionnaire du gouvernement. Mais les dirigeants de ces partis se mettent d'accord pour interdire aux masses le combat pour chasser Doumergue, ce qui inéluctablement poserait la question : quel gouvernement sinon un gouvernement des partis ouvriers signataires du pacte d'unité d'action, du PS et du PCF, un gouvernement Blum-Cachin ?

*Nous avons un front unique qui embrasse presque toute l'activité publique des deux partis et exclut leur lutte réciproque pour conquérir la majorité du prolétariat. De cette situation, il faut tirer toutes les conséquences. La première et la plus importante, c'est la lutte pour le pouvoir. Le but de ce front unique ne peut être qu'un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement, si le front unique se prend au sérieux - et c'est à cette seule condition que les masses populaires le prendront au sérieux - il ne peut se dérober au mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous les moyens qui mènent au but. (Léon Trotsky, « Où va la France ? », octobre 1934, *Face à la menace fasciste*, GMI, 2019, p. 36)*

FACE À L'ÉCONOMISME DU PARTI STALINIEN

Le 12 février, la grève générale, la manifestation du cours de Vincennes, la fusion des deux cortèges aux cris de « Unité ! Unité ! », engagent un processus politique. Le mouvement de la classe ouvrière s'ordonne sur un axe, qui mène inévitablement à l'affrontement. Dans des délais rapides mais que nul ne peut déterminer, les masses exigent par l'action satisfaction à leurs revendications. Pourtant il faut que le processus politique se développe, ce qui n'est pas donné d'avance. Sans aucun doute, au cours de 1934-1935, on assiste à une remontée des luttes ouvrières, et ce sont là des signes indéniables de la volonté des travailleurs d'obtenir satisfaction à leurs revendications. Pourtant, le développement de l'action gréviste reste difficile et délicat en raison de la situation économique. Alors que de 1930 à 1932, les conséquences de la crise économique mondiale ne se sont pas faites pleinement sentir en France, durant les années 1933-1935 la France est touchée. Les chômeurs commencent à se compter par millions dans un pays qui reste alors un pays principalement ru-

ral. Cela pèse lourdement pour engager des luttes revendicatives. Là n'est pas néanmoins l'essentiel : la bourgeoisie n'a pas perdu pied et c'est elle qui continue à la surface des choses de mener l'offensive ; le problème n'est pas celui de la lutte gréviste d'abord et avant tout, mais d'un processus politique qui permette de réaliser les conditions du combat de classe.

Le comité central du Parti communiste accuse de cette stagnation tout le monde, sauf lui. Le document le plus autorisé sur la question des « revendications immédiates » est la résolution programmatique du comité central du Parti communiste (voir « L'Humanité », 24 février 1935). L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, « contre la vie chère », etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications... La lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les stalinien considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits ? Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces... Une offensive politique (lutte pour le pouvoir) avec une défense armée active (milice) renverserait d'un seul coup le rapport des forces des classes, et, chemin faisant, ouvrirait, pour les couches ouvrières les plus retardataires, la possibilité d'une lutte économique victorieuse. (Léon Trotsky, « Encore une fois, où va la France ? », mars 1935, Contre le Front populaire, GMI, 2019, p. 13)

12 JUIN 1935 : LE CENTRISME PRÉTEND POUSSER EN AVANT LE FRONT POPULAIRE

Mais le front populaire ne peut vraiment naître et prendre son essor que si le PS-SFIO donne son accord et y participe. De ce point de vue, le congrès de Mulhouse qui se tient du 9 au 12 juin 1935 a une importance décisive. La situation au PS-SFIO est bien particulière. À l'instigation de Trotsky, le Groupe bolchevik-léniniste (ex-Ligue communiste) y est entré en août 1934 ouvertement, en y défendant son programme. Le mode de fonctionnement, le droit de tendance reconnu au PS-SFIO donnent cette possibilité. L'appréciation de Trotsky est qu'après la capitulation de l'Internatio-

nale communiste en Allemagne et la politique de la troisième période, dans les pays où se produira une nouvelle montée des masses, cela se traduira en un premier temps par un afflux de travailleurs révolutionnaires à l'intérieur des partis sociaux-démocrates. Se constituent alors de puissants courants cherchant la voie de la révolution, cherchant un programme révolutionnaire, cherchant à constituer un parti révolutionnaire. Il faut être avec eux, dégager, armer politiquement, organiser ces courants qui deviendront alors l'élément premier du parti révolutionnaire qu'il faut construire et que ne peuvent prétendre être, ni même ne peuvent construire indépendamment de ces militants, les faibles organisations trotskystes. Aucune illusion cependant, les partis sociaux-démocrates sont et resteront des partis ouvriers-bourgeois, à un certain stade la rupture avec eux ne sera pas moins indispensable que ne l'a été l'entrée en leur sein. Les BL ont rapidement obtenu dans la fédération de la Seine, parmi les jeunesses socialistes, et en province, d'importants succès. Ils vont combattre au congrès de Mulhouse contre la politique du front populaire.

De son côté, Marceau Pivert amorce sa rupture avec la Bataille socialiste (BS) que dirige Jean Zyromski. Cette tendance est depuis plusieurs années considérée comme l'aile gauche du PS-SFIO, partisane de l'unité d'action avec le PCF. En cette année 1935, Zyromski l'aligne entièrement sur les positions du PCF, du front populaire au soutien à la défense nationale (en 1945, il rejoindra le PCF) Pivert repousse la défense nationale mais ne s'oppose pas au front populaire. Il ne mène pas bataille au congrès de Mulhouse contre la politique de front populaire. Les résultats sont les suivants : la résolution BL de Molinier-Rous qui préconise la lutte pour le pouvoir, un gouvernement du PS et du PCF, un programme de revendications transitoires, obtient 105 mandats ; celle de la BS de Zyromski à laquelle Pivert s'est rallié obtient 777 mandats ; celle de l'appareil de Blum obtient 2 025 mandats. Les deux dernières motions se situent sur l'orientation de la politique de front populaire. Aucun obstacle n'existe plus sur la voie qui mène au Front populaire.

17 JUIN 1935 : LE PC ET LE PS S'ALLIENT AU PR

La lutte des classes s'aiguise. Expulsés du processus de production, travailleurs et jeunes manifestent. Les heurts avec la police se multiplient. Le gouvernement Laval au sein duquel siègent six ministres du Parti radical, dont Edouard Herriot, son président, se livre à une attaque forcée contre la classe ouvrière et les masses au moyen des décrets-lois. Le 15 juillet 1934, des décrets-lois réduisent de 10 % toutes les dépenses publiques (sauf les pensions militaires) de l'État et des collectivités locales

(dont les salaires des fonctionnaires et assimilés) ; réduction des prestations des assurances sociales et des rentes, majoration de 20 à 25 % de l'impôt sur le revenu. La somme des économies devait permettre, de retirer 11 milliards de l'époque de la circulation.

La classe ouvrière subit toujours les attaques du capital, mais elle se prépare incontestablement à prendre l'offensive. De puissantes manifestations toujours plus impressionnantes se succèdent. Les militants des partis ouvriers, et singulièrement ceux du Parti socialiste, encadrés par le service d'ordre des TPPS que dirige Pivert (mis en place grâce aux jeunes bolcheviks-léninistes), vont chasser des quartiers ouvriers les ligues fascistes. Ils mettent en fuite Camelots du roy, Volontaires nationaux, Croix de feu. Ceux-ci s'accrochent : ils organisent de grandes manifestations paramilitaires le jour de la fête de Jeanne d'Arc à Paris par exemple. Ils organisent également d'imposants rallyes au cours desquels des centaines d'automobiles convergent vers une ville de province où les « chefs » viennent inspecter leurs troupes. À différentes occasions, la parade motorisée se termine en déroute. Ainsi à Limoges où les TPPS leur organisent une « chaleureuse réception ». Le prolétariat utilise l'ensemble des formes de lutte politique dont il dispose malgré l'entrave des appareils. La marée monte, et les masses s'ordonnent politiquement.

Manifestement, une crise révolutionnaire se prépare. A tout prix, il faut dresser un barrage qui endigue la montée des masses et les détourne de leurs objectifs de classe. L'alliance ouverte, proclamée, au nom de la défense de la démocratie contre le fascisme, est indispensable pour que les masses sachent bien qu'au moment les plus extrêmes de la crise, il faut, il faudra respecter le système capitaliste et l'État bourgeois. Le Kremlin et les dirigeants du PCF ont élaboré, contre le mouvement des masses, la politique du front populaire.

Le ralliement du Parti radical s'explique aisément : la radicalisation des « classes moyennes » jetées dans la misère par la crise du système capitaliste aboutit à une polarisation classe contre classe dont la première conséquence serait la liquidation quasi totale sur le plan électoral du Parti radical. Pour sa propre défense comme parti bourgeois, le Parti radical, porté aux nues par les dirigeants du PCF, adhère sur sa politique comme parti de la grande bourgeoisie au Front populaire.

Mais la participation du Parti radical au Front populaire doit être analysée plus fondamentalement. Y compris en Allemagne, le capital financier a longtemps hésité avant de confier le pouvoir à Hitler et à ses séides. Longtemps, il les a utilisés pour attaquer le prolétariat, faire contrepoids à la classe ouvrière. Ce n'est qu'avec l'éclatement de la crise économique

qu'il a procuré aux nazis les moyens qui leur ont permis de développer leur propagande, leur agitation, leur organisation, de payer des dizaines de milliers de SA, de SS, de fonctionnaires, de s'appuyer sur l'appareil d'État, la police, l'armée, etc. Ce n'est que devant l'impossibilité de résoudre la crise économique, autrement qu'au moyen d'un vaste plan de réarmement, et la certitude qu'en fin de compte s'ouvrirait une crise révolutionnaire si une solution n'était pas apportée aux crises politiques et économiques, que le capital financier a confié le pouvoir à Hitler. Il peut avoir de tout autres perspectives que son homologue français pendant les années 1930. Jouant de la division des puissances impérialistes européennes « victorieuses » en 1918, de la crise qui secoue l'impérialisme américain, en raison de sa puissance et de sa place en Europe, le capital financier allemand peut tenter l'aventure de l'hitlérisme : subordonner l'Europe au cours d'une seconde guerre mondiale. Le risque est énorme, mais l'impérialisme allemand a les moyens de cette fuite en avant, et ne pas la pratiquer est pour lui tout aussi aventureux. Il en va tout autrement du capital financier français. Tout conserver, maintenir les choses en l'état, c'est son crédo. Pour le reste, il est poussé par l'évènement. En février 1934, le capital financier français n'a pas voulu aller plus loin.

La montée des masses, la faiblesse des organisations fascistes, conjuguée à leur incapacité à ouvrir à la façon hitlérienne de « grandioses perspectives », la difficulté de « radicaliser », d'« électriser » dans ces conditions la petite bourgeoisie désespérée, la peur du lendemain, de l'« aventure », amènent le capital financier à pratiquer une politique d'équilibre : d'un côté, appui aux ligues fascistes et à la « droite » ; de l'autre, par Parti radical interposé, appui à la politique de Front populaire qui dresse un barrage contre la montée révolutionnaire des masses. Le choix du Parti radical est fondamentalement celui que le capital financier fait pour lui, le rôle qu'il lui dicte.

Le 17 juin, se constitue le Rassemblement populaire. Sa tâche immédiate est de préparer les manifestations populaires du 14 juillet.

14 JUILLET 1935 : SERMENT POUR LA RÉPUBLIQUE BOURGEOISE ET HOMMAGE À L'ARMÉE IMPÉRIALISTE

La date est évidemment politiquement significative.

Nous voyons dans le drapeau tricolore le symbole des luttes du passé et dans notre drapeau rouge le symbole des luttes et des victoires futures. Et si l'immense foule chante notre hymne d'espérance et de lutte, « L'Internationale », mais aussi « La Marseillaise », nous n'oublions pas que « La Marseillaise » est un chant révolutionnaire dont nous reprenons volontiers l'appel vibrant : Liberté, liberté chérie, combats

avec tes défenseurs. (Jacques Duclos, « Discours », 14 juillet, *L'Humanité*, 15 juillet 1935)

Le 14 juillet, à Paris, se tient au stade Buffalo, un immense meeting où les représentants des organisations et partis qui constituent le Rassemblement populaire (Ligue des droits de l'homme, PR, PCF, PS-SFIO, CGT, CGTU...) adoptent un serment.

Au nom de tous les partis et groupements de liberté et des organisations ouvrières et paysannes, au nom du peuple de France rassemblé aujourd'hui sur toute l'étendue du territoire, nous, représentants mandatés ou membres du Rassemblement populaire du 14 juillet 1935, animés de la même volonté de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde, nous faisons le serment solennel de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la grande paix humaine. (dans Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Payot, 1974, p. 82)

En prétextant de la conscription, le Rassemblement populaire fait allégeance à l'appareil répressif de l'État bourgeois qui alimente, renseigne et protège les ligues fascistes.

Les républicains savent qu'ils peuvent compter sur le loyalisme de l'armée, expression de la force publique —de l'armée formée des fils du peuple entier— pour donner un démenti à tous ceux qui tenteraient d'en faire un instrument pour l'ambition d'un homme ou pour celle d'une minorité de factieux. Ils rappellent que la force publique est à la disposition de la nation indivisible et que l'autorité gouvernementale ne saurait tolérer l'existence d'autres organisations à caractère militaire que celles qui relèvent de la suprématie du premier magistrat de la République et du contrôle de la nation. Dans cette journée du 14 juillet, ils saluent, dans les armées de terre, de mer et de l'air — officiers, sous-officiers, soldats et marins — les forces nationales constituées pour la défense de la liberté. (p. 83)

Le PCF exige la chasse aux communistes révolutionnaires.

La secte des trotskystes qui s'intitule bolchevique-léniniste, alors qu'ils sont aussi éloignés du bolchevisme-léninisme que le socialisme national de Jean Hennessy du socialisme, n'a qu'un objectif : consommer la rupture entre les masses populaires groupées derrière le Parti radical et celles qui suivent les autres groupements du Front populaire. (Jacques Duclos, *L'Humanité*, 20 juillet 1935)

Un évènement fait basculer le secrétaire national des Jeunesses socialistes, vers l'entente avec les bolcheviks-léninistes.... On voit arriver à

Paris deux bureaucrates de la Jeunesse communiste soviétique. Ils disent à Zeller : « mettez les trotskystes à la porte. N'hésitez pas à utiliser pour cela les réformistes ». (Jean Rabaut, Tout est possible !, Denoël, 1974, p. 160)

Tenter de contenir et de faire refluer le mouvement des masses exige qu'au PS-SFIO aussi s'organise la chasse aux sorcières. Déjà, au congrès de Mulhouse, Blum a annoncé qu'il faudrait en finir avec la tendance des bolcheviks-léninistes. Il frappe d'abord les militants des Jeunesses socialistes (JS). À la conférence nationale de Lille, le 29 juillet 1935, douze membres des JS de la Seine, trotskystes et sympathisants, sont exclus. Le 1^{er} octobre, ce sont quinze dirigeants trotskystes que la commission administrative permanente expulse. C'est au même moment que Marceau Pivert rompt définitivement avec la BS de Zyromski. Le 30 septembre, la Gauche révolutionnaire du PS (GR) est constituée : l'orientation affirmée est celle de la lutte des classes, elle copie souvent l'orientation que Trotsky défend dans ses écrits, mais elle se prononce pour le front populaire sous l'appellation de « *front populaire de combat* » (point 1). Il est difficile de ne pas voir que la constitution de la GR survient à propos pour couper les militants révolutionnaires du PS-SFIO des bolcheviks-léninistes qui viennent d'en être exclus.

Au mois d'août 1935, les travailleurs des arsenaux réagissent contre les conséquences des décrets Laval qui les frappent durement. À Brest et à Toulon, les ouvriers font grève. Ils hissent le drapeau rouge sur les arsenaux de ces deux villes. Du 5 au 9 août se déroulent de violentes manifestations au cours desquelles il y a trois morts.

11 JANVIER 1936 : LE PROGRAMME DU RASSEMBLEMENT POPULAIRE

Du côté du capital financier, une politique complexe contre la montée du mouvement des masses s'élabore. D'un côté, les ligues continuent à être généreusement arrosées financièrement, le gouvernement Laval poursuit ses attaques contre les masses ; de l'autre, le Parti radical accepte, tout en continuant à être au gouvernement Laval et à le soutenir au parlement, de participer au Front populaire. L'opération se réalise en octobre 1935 où le congrès du Parti radical qui se tient à la salle Wagram décide d'adhérer au Front populaire.

Le 6 décembre 1935, Ibarriegaray déclare à la Chambre que les Croix de feu consentent à leur désarmement. Par sa bouche, c'est le grand capital, lequel arme et entretient les ligues fascistes, qui parle. Le désarmement réel est une chose. L'opération politique en est une autre. Immédiatement, Blum et Thorez prennent, l'un au nom du PS-SFIO, l'autre du

PCF, un engagement parallèle. Le gouvernement dépose trois projets de loi qui renvoient devant une juridiction criminelle les auteurs de provocations au meurtre, prononcent la dissolution des milices privées, édictent des peines de prison pour ceux qui portent des armes prohibées. Tout cela n'aura pas d'efficacité pratique. Léon Blum lui-même est le 13 février 1936 victime d'une agression fasciste. Ce qui importe, c'est l'opération politique qui se prépare.

À la suite de divergences au comité exécutif du Parti radical, Herriot, ministre du gouvernement Laval, démissionne de la présidence du parti. La politique étrangère de Laval est mise en cause à la Chambre, car il a soutenu l'Italie fasciste qui a occupé l'Éthiopie en torpillant les sanctions. Le 10 janvier 1936, l'accord sur le programme de Front populaire se réalise entre le PCF, le PS-SFIO et le Parti radical. Le 18 janvier, 88 députés du PR votent contre la confiance au gouvernement Laval, 45 ont voté pour, 10 s'abstiennent. Le 19 janvier, Édouard Daladier est élu président du Parti radical. Les ministres radicaux démissionnent du gouvernement Laval, qui à son tour démissionne.

Sarraut, radical « de droite », forme un nouveau gouvernement. Un gouvernement de transition jusqu'aux élections législatives. De nombreux radicaux occupent d'importants ministères, mais Régnier, ministre des Finances de Laval, garde son poste. Les députés PS-SFIO votent la confiance au gouvernement, ceux du PCF s'abstiennent. C'est certainement le premier gouvernement de front populaire, et même, au-delà, il anticipe sur le « front des Français » de « Thorez à Paul Reynaud ». Le décor est posé.

Quand il faut définir le programme du RP, les dirigeants du PS-SFIO n'en croient pas leurs oreilles : le Parti communiste refuse toutes mesures qui peuvent sembler porter atteinte au capital et que met en avant l'aile gauche du Parti socialiste, telle la nationalisation des banques, des chemins de fer et des mines, en expliquant que de telles exigences ne pourraient qu'épouvanter le Parti radical, défenseur de la propriété privée.

Nous ne repoussons pas les hommes qui sont à la droite du Parti radical, qui veulent avec nous défendre la liberté. Pour notre part, nous n'avons jamais demandé au Parti radical d'accepter nos mots d'ordre et notre programme. Mieux, nous avons eu l'occasion de nous élever contre certaines exigences mises en avant par d'aucuns pour amener la rupture avec les radicaux. (Jacques Duclos, L'Humanité, 20 juillet 1935)

Les dirigeants staliniens entendent dresser un barrage contre la montée des masses. Démonstrativement, ils s'allient au parti parlementaire clas-

sique de la bourgeoisie française : ils veulent élargir sans limites à droite le Rassemblement populaire. Leur objectif est de défendre la propriété privée des moyens de production et, bien sûr, l'État bourgeois instrument politique de la domination de classe de la bourgeoisie sur la société.

Le programme de Front populaire, dont l'objectif est « la défense de la République », exclut toute atteinte à la propriété privée des moyens de production, assure la défense des institutions, de la police, du corps des magistrats, des hauts fonctionnaires, de l'État. Il s'agit d'une alliance qui subordonne les intérêts de la classe ouvrière au maintien du système capitaliste à un moment extrême de crise.

5 MARS 1936 : LA FUSION SYNDICALE ENTRE CGT ET CGTU

Depuis la grève générale du 12 février 1934 et plus encore la conclusion du pacte d'unité d'action entre le PS-SFIO et le PCF, inéluctable : se pose la question de l'unité syndicale, d'une centrale unique. En octobre 1934, les dirigeants de la CGT, Jouhaux, Dumoulin, Bothereau, etc., modifient leur position : jusqu'alors ils exigeaient des dirigeants de la CGTU qu'ils rentrent à la CGT en dissolvant la CGTU et ses syndicats. Désormais, ils acceptent que des discussions s'engagent sur la réalisation de l'unité organique des deux centrales. Mais les « confédéraux » exigent la dissolution des fractions et les « unitaires » ne tiennent pas à l'unité organique.

*L'unité du mouvement syndical assure la possibilité au Parti communiste d'exercer son influence sur des masses plus larges que ce n'est le cas actuellement. C'est pourquoi les camarades français ont agi avec juste raison en ne faisant pas dépendre la question de l'unité de la question de l'indépendance du mouvement syndical. Que signifie cette indépendance ? Les communistes renoncent-ils à avoir des fractions communistes dans les syndicats ? Renoncent-ils à y poursuivre leur politique ? Bien entendu non. (Ossip Pianitski, « Les problèmes du mouvement syndical international », *Les Cahiers du bolchevisme*, 1^{er} novembre 1934)*

Le 19 mars 1935, les deux comités confédéraux nationaux constatent l'échec des pourparlers sur l'unité organique. Après le pacte franco-soviétique, le PCF tourne. Le 6 juin, Marcel Gitton dans *L'Humanité* annonce que le PCF renonce aux fractions dans les syndicats. Les pourparlers sont repris. Le 27 septembre 1935, les congrès de la CGT et de la CGTU fixent une procédure de réunification syndicale : au sommet, une commission mixte ; fusion des syndicats, des fédérations et des unions départementales ; un comité confédéral national enregistrera ces fusions et désignera un bureau national provisoire ; réunion d'un congrès confédéral national qui se tint à Toulouse du 2 au 5 mars 1936. A la vérité,

l'unification syndicale est devenue inévitable. Bien avant que l'unité soit décidée, de nombreux syndicats fusionnent. Les ex-confédérés sont largement majoritaires au congrès de Toulouse, 5 500 mandats contre 2 500 environ aux unitaires. En juillet 1935, les effectifs de la CGT sont évalués à 700 000 membres, ceux de la CGTU à 200 000. En 1937, le nombre de cartes placées sera de 4 936 025 !

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES D'AVRIL-MAI 1936

La campagne électorale s'ouvre le 7 avril. Les élections législatives ont lieu au scrutin uninominal à deux tours, le premier le 26 avril, le second le 3 mai. Chaque parti du FP peut présenter ses candidats au premier tour, mais ils doivent se désister au second tour pour le candidat du Front le mieux placé. Pour la première fois, les principaux partis peuvent utiliser les ondes de la radiodiffusion. Le chômage s'est développé, la situation internationale fait peser sur les masses le risque de la guerre. Les candidats socialistes font campagne sur le thème « Imposition des deux cents familles, organisation de grands travaux pour résorber le chômage, réduction de la semaine de travail à quarante heures ».



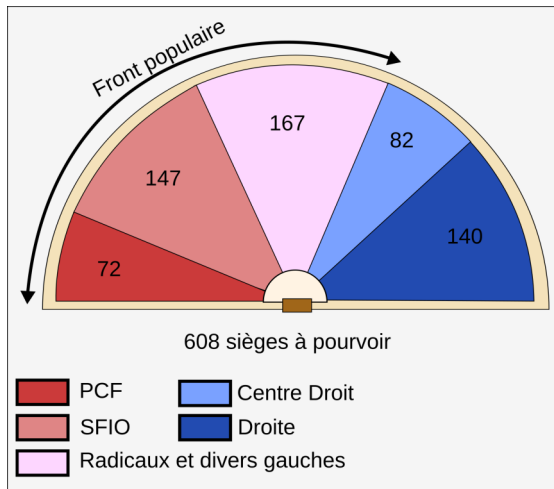
Les chefs communistes, eux, proposent d'élargir le front populaire en front national.

Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix de feu, parce que tu es fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux comme nous éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe. (Maurice Thorez, « Discours à la radio », 17 avril 1936, cité par Jacques Fauvet, Histoire du PCF, Fayard, 1977, p. 165)

Daladier, s'appuyant sur les déclarations de Thorez, assure à la grande bourgeoisie que la victoire du Front populaire sera la victoire de la France et de la « sécurité ». La droite de la Chambre des députés, elle, va à la ba-

26 Le Front populaire

Voix premier tour	1932	1936
Radicaux et apparentés	2 315 000	1 745 000
Socialistes et apparentés	2 094 000	2 206 000
Communistes et apparentés	783 000	1 468 000



Députés Front populaire	1932	1936	Δ
PCF	10	72	+62
PUP	11	10	-1
SFIO	97	146	+49
USR (scission SFIO 1933)	45	26	-19
Radicaux	159	116	-43
TOTAL	322	370	+48

taille en ordre dispersé mais un argument domine tous les autres : l'anti-communisme.

Le premier tour exprime dans ses résultats une formidable poussée à gauche avec une très forte participation (84 %), 174 élus, 424 ballotages. Communistes et socialiste progressent ; quant aux radicaux, ils s'effondrent. N'oublions pas qu'en 1936 la classe ouvrière est numériquement beaucoup moins nombreuse en France qu'elle ne l'est aujourd'hui, que la population des campagnes reste supérieure à celle des villes, que le nombre et la proportion des salariés sont beaucoup plus faibles. La force organisée, les positions que la classe ouvrière occupe en tant que classe à l'intérieur même de la société bourgeoise sont également bien moindres que celles d'aujourd'hui. Mais le rôle politique du prolétariat, lui, est le même qu'aujourd'hui. Bien que minoritaire, mal organisée, n'occupant que de faibles positions, la classe ouvrière entraîne dans son mouvement la population laborieuse, jusqu'à des fractions importantes de la petite bourgeoisie urbaine et de la petite et moyenne paysannerie. Une partie des petits bourgeois des villes et des campagnes, des paysans, bref, de la clientèle électorale du Parti radical, a voté pour les candidats du PS-SFIO et du PCF.

Dès le lundi 27 avril, Daladier au nom du Parti radical, Séverac pour le PS-SFIO et Thorez au nom du Parti communiste, lancent un appel commun de désistement en faveur du candidat « de la gauche » le mieux placé. Cette politique va sauver le Parti radical du désastre.

Dans les usines et les entreprises, on sent que la victoire est à la portée de la main. Bien que le 1^{er} mai ne soit pas chômé, des débrayages importants et spontanés ont lieu.

Les résultats du second tour donnent la victoire absolue au Front populaire. Les partis appelés « de droite » n'avaient déjà en 1932 recueilli que 37,5 % des suffrages. Ils tombent à seulement 35,38 %. Le grand perdant est le Parti radical. Le PCF d'abord, le PS-SFIO ensuite, sont en voix comme en sièges les grands gagnants.

Ces résultats expriment la polarisation, la division de la société : d'un côté, les masses s'alignent derrière le PCF et le PS et les poussent en avant ; de l'autre, tous ceux qui redoutent la révolution s'alignent et s'abritent derrière les partis bourgeois les plus réactionnaires. Ajoutons que même sur le plan électoral, l'effondrement en voix et en élus du Parti radical devait être infiniment plus considérable s'il n'avait bénéficié de la couverture des partis ouvriers, du manteau de Noé que le Front populaire a jeté sur lui.

Résultats impressionnants. Pourtant, ils ne transcrivent pas les rapports de force réels. Premièrement, le poids social d'un électeur n'égale pas le poids social d'un autre électeur. Les producteurs sont la force sociale déterminante d'une société, et non les douairières du 16^e arrondissement, les bonnes sœurs, les curés, les patrons, les parasites sociaux de toutes origines. Mais même les producteurs n'ont pas tous le même poids social : la classe ouvrière exerce les fonctions productives vitales de la société capitaliste. Les élections atomisent la société : chaque électeur n'est plus qu'un individu. Or, ce sont les classes sociales qui fondamentalement s'affrontent.

Enfin, l'image du rapport entre les classes que donnent les élections est une image déformée, elle ne montre pas la dynamique de ces rapports. La victoire de la classe ouvrière dans sa lutte contre le capital, la société bourgeoise, l'État bourgeois, dépend uniquement de la conscience qu'elle acquiert de sa puissance sociale, et que seuls les rapports politiques permettent d'exprimer vraiment et pleinement. Les résultats des élections de 1936 doivent être interprétés comme un moment du mouvement politique de la classe ouvrière contre la société et l'État bourgeois. La classe ouvrière, s'appuyant sur ces résultats qui lui permettent de vérifier sa force politique, va aller plus loin. Immédiatement, dirigeants socialistes, communistes et radicaux de rassurer la bourgeoisie.

Les électeurs ne se sont pas prononcés pour la révolution. Nous ne sommes ni des putschistes ni des partisans du tout ou rien (Waldeck Rochet, « Discours de Villeurbanne », 17 mai 1936, cité par Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36*, t. 1, Maspero, 1972, p. 36)

Il n'y a pas de majorité socialiste, il n'y a pas de majorité prolétarienne, il y a la majorité du Front populaire dont le programme de Front populaire est le lieu géométrique. Notre mandat, notre devoir, c'est d'accomplir et d'exécuter ce programme. (Léon Blum, « Discours », 31 mai 1936, *L'Exercice du pouvoir*, Gallimard, 1937, p. 53-54)

Doucement, en respectant la constitution, le Front populaire s'apprête à former un gouvernement.

Après le triomphe électoral de dimanche, le Parti socialiste est prêt à former le gouvernement de Front populaire. (*Le Populaire*, 5 mai 1936)

LA GRÈVE GÉNÉRALE DÉFERLE

La classe ouvrière, elle, n'attend pas. Prenant appui sur sa victoire électorale, elle exige immédiatement et dans un mouvement spontané que ses

revendications, que dégage son propre mouvement et qu'aucun programme n'a antérieurement formulées, soient satisfaites. À cet égard, le programme du Front populaire est entièrement vide, il ne contient pas grand-chose et surtout pas les revendications de la classe ouvrière. En effet, ce qu'il est convenu d'appeler le « programme social » du Front populaire est très modeste et très abstrait.

Contre le chômage et la crise industrielle : Institution d'un fonds national de chômage. Réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire. Appel des jeunes au travail par l'établissement d'un régime de retraites suffisantes pour les vieux travailleurs. Exécution rapide d'un plan de grands travaux d'utilité publique, citadine et rurale, en associant à l'effort de l'État et des collectivités l'effort de l'épargne locale. Contre la crise agricole et commerciale : Revalorisation des produits de la terre, combinée avec une lutte contre la spéculation et la vie chère, de manière à réduire l'écart entre les prix de gros et les prix de détail. Pour supprimer la dime prélevée par la spéculation sur les producteurs et les consommateurs : création d'un office national interprofessionnel des céréales. Soutien aux coopératives agricoles, livraison des engrais au prix de revient par les offices nationaux de l'azote et des potasses, contrôle et ratification de la vente des superphosphates et autres engrais, développement du crédit agricole, réduction des baux à ferme. Suspension des saisies et aménagement des dettes. Mise au point de la révision des billets de fonds de commerce. En attendant l'abolition complète et aussi rapide que possible de toutes les injustices que les décrets-lois comportent, suppression immédiate des mesures frappant les catégories les plus touchées dans leurs conditions d'existence par ces décrets. (dans Georges Lefranc, Histoire du Front populaire, Payot, 1974, p. 478)

Mais la classe ouvrière a voté PCF-PS pour des raisons précises : en finir avec les gouvernements du capital et que ses revendications soient satisfaites. La classe ouvrière ne respecte pas le programme du Front populaire. Elle engage rapidement le combat pour ses revendications qui se précisent.

Le lundi 11 mai, la grève éclate à l'usine Breguet du Havre. Les travailleurs exigent qu'on revienne sur le licenciement de deux ouvriers qui ont fait grève le 1^{er} mai. La direction refuse de négocier : les travailleurs occupent l'usine, organisent un service de ravitaillement. Le lendemain, la direction cède. Le droit de grève du 1^{er} mai est admis, les deux ouvriers réintégré, les jours de grève payés. Pour les mêmes motifs, une grève éclate aux usines Latécoère de Toulouse. Là aussi, les ateliers sont occupés, et les travailleurs obtiennent satisfaction sur toutes les revendications. Le 14



mai, grève avec occupation des locaux aux usines Bloch à Courbevoie. La direction avait refusé d'examiner un cahier de revendications comportant un relèvement des salaires et l'aménagement des horaires de travail. Le lendemain, elle cède.

L'Humanité comme *Le Populaire* minimisent ces événements. Au Comité du rassemblement populaire, l'idée d'une grande manifestation célébrant la victoire du Front populaire est retenue. Mais le PR s'oppose à ce que la date retenue soit le 24 mai et le lieu le mur des Fédérés. La « Commune de Paris » et le « Front populaire » sont en effet deux termes qui s'excluent l'un l'autre. La SFIO et le PCF la reconnaissent pleinement : la manifestation est donc prévue pour le 14 juin. Mais la tradition des partis ouvriers ne leur permet pas d'annuler la manifestation du 24. Exprimant les véritables rapports de force, le 24 mai, au cimetière du Père-Lachaise, des centaines de milliers de travailleurs manifestent pour commémorer la Commune. La classe ouvrière se sent forte : un formidable mouvement d'une ampleur inconnue commence. Le 28 mai, les 33 000 ouvriers de chez Renault partent en grève, occupent l'usine, hissent le drapeau rouge. Dans les heures qui suivent, la grève fait tache d'huile dans toute la métallurgie parisienne : Fiat, Chausson, Talbot, Citroën, Gnome et Rhône...

Le mouvement s'est déclenché sans qu'on ne sût ni comment ni où... (Léon Jouhaux, « Rapport au conseil national de la CGT », 16 juin 1936, cité par Jacques Kergoat, *La France du Front populaire*, La Découverte, 2006, p. 148)

Les deux premiers numéros de l'hebdomadaire du Parti ouvrier internationaliste (section française de la 4^e Internationale) sont saisis par le gouvernement de Front populaire. Rien à voir avec le journal qui porte ce nom aujourd'hui.

Intervenant au Sénat le 7 juillet 1936, Sarraut, président du conseil (premier ministre) invoque la réponse des patrons à une éventuelle intervention de la troupe pour faire évacuer les usines : « *Non, surtout pas cela... Pas d'usage de la police... Nous risquons le conflit sanglant... C'est du sang qui rejaillira sur nous et cela nous interdira peut-être de reprendre la direction de nos usines* ».

Après avoir déclaré le 10 mai à Blum, au nom de la Gauche révolutionnaire : « *Nous avons confiance en vous* », Pivert lance le slogan « *Tout est possible* ».

Qu'on ne vienne pas nous chanter des airs de berceuse : tout un peuple est désormais en marche, d'un pas assuré, vers un magnifique destin. Dans l'atmosphère de victoire, de confiance et de discipline qui s'étend sur le pays, oui, tout est possible aux audacieux ! Tout est possible, et notre parti a ce privilège et cette responsabilité, tout à la fois, d'être porté à la pointe du mouvement. Qu'il marche ! Qu'il entraîne ! Qu'il tranche ! Qu'il exécute ! Qu'il entreprenne ! Et aucun obstacle ne lui résistera ! Il n'est pas vrai que nos amis radicaux puissent, ou même désirent s'opposer à certaines revendications d'ordre économique, comme la nationalisation du crédit, de l'énergie électrique ou des trusts. Il n'est pas vrai qu'ils soient destinés à servir de terre-neuve aux compagnies d'assurances !... Il n'est pas vrai que nos frères communistes puissent, ou même désirent retarder l'heure de la révolution sociale en France pour répondre à des considérations diplomatiques d'ailleurs dignes d'examen. On ne freinera pas, on ne trahira

pas la poussée invincible du Front populaire de combat... Tout est possible, avec un tel parti fidèle à son objet, à sa structure et à ses principes. (Marceau Pivert, « Tout est possible », *Le Populaire*, 27 mai 1936)

Quel est ce « tout » ? La satisfaction des revendications, un gouvernement des partis ouvriers, l'expropriation du capital ? Pivert reste extrêmement vague. Tout est possible, certes, mais à quelques conditions ? Briser le carcan du Front populaire, s'orienter vers la construction d'un parti révolutionnaire, ne distiller nulle illusion tant à l'égard de la SFIO que du PCF. Ce n'est pas l'orientation de la GR et de Pivert. Quant à Jouhaux, Frachon, Blum et Thorez, ils ne veulent absolument pas que tout ce qui est possible soit fait, que soit porté au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers sans ministre représentant les partis bourgeois, que toutes les revendications soient satisfaites, que le capital soit exproprié.

*Tout n'est pas possible... Il n'est nullement question de chambarde-
ment ni d'anarchie... Non ! Non ! Marceau Pivert !* (Marcel Gitton,
L'Humanité, 29 mai 1936)

Le 2 juin, plus de 100 000 métallos parisiens sont en grève, le mouvement se développe en province. De nouvelles corporations entrent dans l'action : travailleurs de l'Exposition universelle, mineurs, ouvriers boulangers, chauffeurs de taxi. Le 4 juin, les vendeurs de journaux entrent à leur tour dans la grève et décident de ne diffuser que *Le Populaire*, *L'Humanité* et *L'Œuvre*, le quotidien du Parti radical... Les dirigeants de la CGT réformistes et staliniens sont submergés par la grève générale, mais les appareils ne sont pas ébranlés. La grève par son ampleur et son contenu soulève les questions politiques du gouvernement, du pouvoir, de qui est le maître, dans le pays, dans les entreprises, sans pourtant leur donner une claire réponse et encore moins les résoudre. La digue des appareils syndicaux submergée par la vague sert néanmoins de brise-lames.

Pour la première fois depuis la Commune de Paris, la classe ouvrière entre nationalement et dans tous les secteurs dans l'action, avec ses revendications, ses délégués, ses comités de grève. Le paysage politique vire au rouge. Le 4 juin, on dénombre plus de 12 000 grèves, dont 9 000 avec occupation d'usine... La grève est calme et ordonnée. Elle est aussi « fraîche et joyeuse ». La bourgeoisie est, quant à elle, plus qu'inquiète, angoissée. La grève, son ampleur, l'ont surprise. La classe ouvrière, en cessant le travail, paralyse le pays. Les travailleurs occupent les usines. Les militants ouvriers chassent les vendeurs de journaux d'extrême droite. L'ordre bourgeois est remis en cause. Un nouvel ordre ne va-t-il pas surgir, l'ordre ouvrier ?

C'est la grève, c'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Léon Trotsky, « La Révolution française a commencé », 9 juin 1936, *La Grève générale en France*, GMI, 2019, p. 27)

Des milliers d'ouvriers anonymes sortent du rang, élus par leurs camarades, ils se font organisateurs, orateurs, parlent haut et fort au patron. En quelques jours, tout a changé : les opprimés prennent conscience de leur force, de la puissance de l'unité. Mais la grève est aussi pleine d'illusions : illusions dans les dirigeants ouvriers, illusions dans le fait que la puissance du mouvement, l'occupation des usines, suffisent... La victoire est au bout, contre les patrons et leur gouvernement. La CGT s'efforce de reprendre le contrôle du mouvement. Elle appelle à la grève générale là où elle est déjà déclenchée : dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais ; dans le bâtiment. Les dirigeants de la CGT courent après le mouvement pour tenter de le « coiffer », de le canaliser.

Légalement, le gouvernement Sarraut reste en place jusqu'à ce que la Chambre des députés accorde l'investiture au gouvernement que doit former Blum. Le 4 juin, Sarraut remet sa démission au président de la République, Lebrun, qui immédiatement supplie Léon Blum de constituer son gouvernement et de se mettre au travail. Blum proteste qu'il faut respecter les usages et la constitution de la 3^e République, donc convoquer la Chambre des députés pour obtenir l'investiture... Mais Lebrun insiste : l'heure n'est pas à ce légalisme.

Le 4 juin à 18 h 15, le ministère Blum est constitué. Salengro, ministre de l'intérieur, et Lebas, ministre du travail, entrent immédiatement en fonctions. Pivert devient délégué à l'information du gouvernement.

À ce moment, dans la bourgeoisie et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile, qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle, je veux dire l'arrivée au pouvoir de l'homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force. (Léon Blum, « Déposition au procès de Riom », 10 mars 1942, *L'Histoire jugera*, Diderot, 1945, p. 282)

Dès la présentation du gouvernement, le président Lebrun entraîne Blum à l'écart et lui demande d'intervenir immédiatement à la radio.

Dites-leur que le Parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni vous allez lui demander le vote rapide et sans délai de lois sociales... Ils vous croiront et alors peut-être le mouvement s'arrêtera-t-il ? (p. 278)

Le 5 juin, Blum s'adresse par trois fois aux grévistes : le gouvernement n'a toujours pas « eu le temps » d'obtenir l'investiture parlementaire. C'est l'illégalité au service des intérêts de... la légalité du profit. Les 6 et 7 juin, la grève gagne la plupart des villes de province, les « cols blancs » se joignent aux travailleurs manuels. La panique du grand patronat est directement proportionnelle à l'ampleur du mouvement ; oui, Trotsky a raison : la révolution française a commencé. Sur ce point, Lebrun, Blum, Thorez, Daladier, Jouhaux, sont d'accord. Il leur faut donc enrayer le processus, faire rentrer la grève, faire accepter à la classe ouvrière qu'elle reprenne la vie quotidienne, respecte la propriété, la légalité, l'ordre bourgeois. En un mot, céder quelque chose pour éviter le pire.

8 JUIN 1936 : LES ACCORDS MATIGNON

La CGPF (ancêtre du Medef) n'y va pas par quatre chemins. Vendredi 5 juin au matin, Alexandre Lambert-Ribot, déclare au chef du gouvernement que la CGPF désire que « sans perdre une minute » soit organisée une rencontre entre représentants des syndicats et ceux du patronat. Tout va très vite. Le 7 juin, à 15 h, Blum réunit Jouhaux, Frachon, Belin, Serrat, Cordier, Milain pour la CGT ; Duchemin, Richemond, Dalbonge, Lambert-Ribot pour la CGPF. La première discussion dure jusqu'à 20 h. Puis reprend à 23 h. Le 8 juin, à 0 h 40, l'accord Matignon est signé et communiqué à la presse.

Pour maintenir la propriété privée des moyens de production, pour maintenir l'État, pour éviter l'explosion, pour éviter l'affrontement direct à un niveau supérieur entre les masses ouvrières et le grand capital, le patronat « lâche » en cette journée plus qu'en trente ans. Les résultats sont loin d'être négligeables : établissement immédiat de contrats collectifs de travail, reconnaissance du droit de se syndiquer, majoration des salaires de 7 à 15 %... Les revendications arrachées n'ont rien de commun avec les formules creuses du programme de Front populaire. Le patronat concède des revendications considérables pour conserver l'essentiel : la propriété privée des moyens de production. Les tendances fondamentales du mouvement des masses vont vers l'appropriation des moyens de production. Spontanées mais confuses, elles trouvent çà et là une expression plus claire. Les métallos sont à l'avant-garde du mouvement. Ce sont eux qui dégagent le plus clairement la tendance du mouvement. Un délégué de Râteau déclare : « *Les camarades sauront bien organiser le travail sans les patrons* ». Ceux de l'aéronautique proposent à Cot, ministre de l'air, de nationaliser les

usines d'armement et d'en prendre le contrôle direct. Usines occupées, grands magasins, banques, compagnies d'assurances, le temple du profit, la Bourse elle-même, est menacée par la grève... Signe de la profondeur de la crise : la police est atteinte dans son « moral ». L'État bourgeois dont elle est une composante va-t-il tenir ? Comme toujours en ces cas-là, elle perd sa superbe, son assurance, sa certitude d'être la force, donc le droit. Elle se sent « plus près du peuple ».

Les accords Matignon sont salués comme une formidable victoire.

« L'Humanité » titre sur toute la une : « La victoire est acquise » ; « Le Populaire » : « Victoire ! Victoire ! Les patrons ont capitulé !... Les patrons ? Quels patrons ? Tous ! Victorieux, les ouvriers peuvent reprendre le travail ». (Jacques Danos et Marcel Gibelin, Juin 36, t. 1, Maspero, 1972, p. 85)

Les travailleurs en grève comprennent que ce que le patronat lâche témoigne de sa peur de perdre beaucoup plus, sinon tout. Mais les accords Matignon sont l'accord de la trahison, le nœud coulant que l'on veut passer autour de la gorge de la classe ouvrière pour faire cesser la grève.

Dans chaque entreprise la grève doit cesser si le patron déclare adhérer à l'accord du 7 juin... La CGT s'est formellement engagée à favoriser ce processus d'apaisement. (p. 86)

Les travailleurs en ont l'intuition : ils refusent de cesser la grève, de reprendre le travail, la vie quotidienne de l'exploitation. Non seulement la grève ne cesse pas, mais de nouvelles corporations vont, entre le 7 et le 12 juin, entrer dans l'action, encouragées par les accords signés à Matignon. Dans le Nord, le Midi, en Afrique du Nord, des centaines de milliers de prolétaires passent à l'action, « relevant » ceux qui rentrent dans la région parisienne. Dans la banlieue, les métallos renâclent. Confusément, la classe ouvrière sent qu'elle peut aller plus loin. Le mardi 9 juin, 700 délégués des usines en grève se réunissent salle Mathurin-Moreau. Les dirigeants de la CGT demandent aux travailleurs de se prononcer sur la fin de la grève : les délégués interviennent et exigent que toutes leurs revendications - dépassant l'accord de Matignon - soient honorées ! Les métallos ne reprendront pas le travail : la CGT s'incline. Le 10 juin, après avoir enregistré le refus des patrons, la CGT fait son compte rendu devant une nouvelle assemblée de délégués : la colère gronde et les travailleurs commencent à envisager une manifestation de rue... Ils décident de continuer la grève : la CGT s'incline à nouveau... Le 11, après de nouvelles négociations, où le patronat recule, nouvelle assemblée présidée par Frachon. Malgré les concessions enregistrées, les délégués exigent au nom de leurs camarades que toutes les traites soient payées. Les métallos ne cèdent pas, mal-

gré les appels de Frachon et d'Henaff. Certains délégués reprennent les propositions d'organiser une manifestation pour « descendre sur Paris ». Le 12, le patronat cède sur tous les points.

LE PCF SUPPLANTE LE PS-SFIO

Aux yeux des masses, l'URSS reste le pays de la révolution d'Octobre, l'IC et le PCF ses représentants. Au fur et à mesure où, de 1934 à 1936, s'affirme la marche à la crise révolutionnaire, les masses et les militants se tournent de plus en plus nombreux vers le parti qui leur semble être celui de la révolution. En avril 1936, les effectifs de la SFIO dépassent ceux de la SFIC (114 000 contre 106 000). En mai 1936, la SFIO est distancée : elle compte 127 000 adhérents contre 131 000 au Parti communiste. Dans les mois suivants, le PS-SFIO atteint 200 000 adhérents environ. Les bolcheviks-léninistes ayant été exclus en 1935 de la SFIO, la GR canalise les aspirations révolutionnaires de milliers d'adhérents de ce parti.

Plus nombreux encore adhèrent à la section française de la 3^e Internationale, voyant dans le PCF le parti héritier de la révolution d'Octobre, de Lénine, du combat pour le socialisme. Les masses le chargent de leurs espoirs, de leurs espérances. La nature du PCF n'est pas identique à celle de la SFIO. L'un et l'autre sont des partis ouvriers, bourgeois contrerévolutionnaires. Mais le PS-SFIO est directement liée à sa bourgeoisie, au système impérialiste. Le PCF dépend entièrement de la bureaucratie du Kremlin : il est un rouage de son appareil international, et c'est par sa médiation qu'il est lié à l'impérialisme, au maintien du capitalisme, de l'ordre bourgeois international. Les masses, malgré sa politique, sentent que ce parti n'est pas identique à la vieille SFIO. Au comité central du 22 février 1937, la direction du PCF affirme que l'effectif est passé de 80 000 adhérents au congrès de Villeurbanne en janvier 1936 à 220 000.

À l'extrême fin de 1937, le congrès d'Arles marque l'apogée. On recense 330 000 membres. « L'Humanité » tire à 400 000 exemplaires. (Philippe Robrieux, Histoire intérieure du PCF, t. 1, Fayard, 1980, p. 483)

Le PCF ne participe pas au gouvernement de Blum, il se borne à le soutenir. Ce qui contribue à le faire apparaître comme un parti « différent » du PS passée depuis 1914 du côté de l'ordre bourgeois avec toute la social-démocratie internationale. Mais, en réalité, sa bureaucratie prospère et le culte du chef règne :

Dans le secrétariat ou le bureau politique, on ne discute plus politique on débat seulement de la meilleure manière d'appliquer la politique décidée par l'Internationale communiste... Le siège est transféré dans un grand immeuble moderne. C'est le temps de la percée

dans la société civile, de la conquêtes de positions économiques et matérielles, le temps où le formalisme et la hiérarchie deviennent envahissants... L'appareil du parti se voyait doté de moyens considérables... Pour le train de vie, les choses commençaient à changer. Thorez bénéficiait d'un pavillon, d'un garde du corps, d'une grosse voiture... Le culte qui débute va très vite le griser en lui conférant les dimensions d'un personnage de la mythologie. (p. 477-481)

C'est le PCF qui en 1936 s'oppose le plus féroceement, le plus directement et le plus efficacement, au mouvement des masses, à leurs aspirations révolutionnaires. Thorez prononce en 1936 toute une série de discours au cours desquels il « *tend la main aux catholiques et aux Croix de feu* ». Le 6 aout, il concrétise au cours d'un discours au gymnase Huyghens ce que cela signifie, il appelle à la « *constitution du Front des Français* », de Thorez à Paul Reynaud. Thorez mène l'offensive, au premier rang, contre le processus révolutionnaire en cours. En effet, la poussée des masses place les militants du PCF dans les entreprises dans une situation contradictoire : suivre le bureau politique qui freine les grèves et les occupations, ou les masses qui combattent et cherchent une direction, qui se tournent naturellement vers les militants du PCF, considérés comme des militants d'un parti révolutionnaire.

11 JUIN 1936, THOREZ : « IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE GRÈVE »

André Ferrat, ancien dirigeant des JC, membre du comité central, proteste contre la politique suivie depuis le pacte d'unité d'action de 1934 et propose que le PCF prenne la tête des mouvements pour dépasser le Front populaire. Ferrat ne fait qu'exprimer de manière assez confuse la position de nombreux militants du rang qui espèrent que le processus révolutionnaire engagé par des millions d'ouvriers ira jusqu'à son terme : la prise du pouvoir. Il est immédiatement exclu. Thorez, Duclos, Frachon, Gitton, ne badinent pas avec la défense de l'ordre social, c'est-à-dire l'ordre du profit.

Notre but reste le pouvoir des soviets, mais ce n'est pas pour ce soir, ni pour demain matin... Alors, il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir un compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. Nous, et nous seuls, nous avons répondu : « Non, tout n'est pas possible maintenant »... Le Parti communiste a pris position sans craindre de s'attaquer aux gesticulations hystériques des trotskystes et des trotskysants... Il ne faut pas, non plus, que nous lais-

*sions s'accréditer l'idée que le Front populaire, c'est le désordre, c'est la désorganisation. On ne peut pas dire, non plus, que maintenant les questions revendicatives passent au second plan et qu'il s'agit de prendre possession des usines et de placer la production sous le contrôle direct des ouvriers. (Maurice Thorez, « Discours », 11 juin 1936, cité par Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Payot, 1974, p. 165)*

Reprenant en main les militants qui se laissent aller aux « tendances gauchistes », Thorez prend l'exemple des métallos parisiens. Il jette toute la force du PCF, auréolé de la gloire du parti de la révolution victorieuse en URSS dans la lutte contre la révolution montante. Dès le lendemain, un mot d'ordre, revient dans tous les discours, toutes les interventions des dirigeants du PCF : « *Il faut savoir terminer une grève...* ». L'offensive contre les masses est menée par les dirigeants du PCF, en liaison avec le gouvernement qui, le 12 juin, fait saisir à l'imprimerie le journal du Parti ouvrier internationaliste, section française de la 4^e Internationale, *La Lutte ouvrière* qui titre : « Dans les usines et dans les rues, le pouvoir aux ouvriers ».

Le 12 juin, le groupe parlementaire radical fait savoir par Daladier qu'il est « très inquiet » devant les événements. Le gouvernement enregistre, et engage des poursuites contre les dirigeants trotskystes. Le ministre de l'intérieur PS Salengro affirme que le cas échéant, l'ordre sera maintenu par la force. Le PCF crie à tue-tête : « Nous sommes là pour maintenir l'ordre ! ».

Les radicaux ont raison, quand ils proclament que ce qu'ils ont voulu en prenant place dans les rangs du Front populaire, c'est faire cesser le chômage démoralisant, assurer aux ouvriers dans la sécurité qui garantit l'avenir un salaire suffisant pour mener une vie digne, calme et heureuse. Les radicaux ont raison, quand ils déclarent avoir voulu, en adhérant au Front populaire, réaliser une union nationale capable de faire face à la menace que fait peser sur nous l'ardeur guerrière des dirigeants d'un grand pays voisin. Cette préoccupation est en somme identique à celle qui nous a poussés, nous, communistes, à lutter pour l'union du peuple français, pour une France libre, forte et heureuse, dont le destin sera digne de son passé glorieux. Les radicaux ont raison quand ils déclarent n'accepter aucune menace contre la propriété privée et nous n'hésitons pas, nous, communistes, à proclamer que c'est là également notre souci en ajoutant que ce qui menace aujourd'hui la propriété, c'est la puissante domination économique des deux cents familles contre laquelle nous nous dressons de toutes nos forces. En résumé, les radicaux ont raison de rappeler que

les réformes sur lesquelles se sont mis d'accord les partis du Front populaire ne sont, somme toute, en gros, que la reproduction du vieux programme du Parti radical-socialiste. (Jacques Duclos, « Les radicaux ont raison », *L'Humanité*, 27 juin 1936)

Malgré ce matraquage politique, cet effort forcené des dirigeants du PCF et de la SFIO, le mouvement de grève connaît encore de redoutables flambées. Si la grève décroît dans la métallurgie parisienne et dans les grands centres industriels, elle s'étend dans les campagnes : les ouvriers agricoles de grosses fermes occupent les propriétés des hobereaux et montent le drapeau rouge. Grâce à la politique du PCF et du PS-SFIO, la droite relève la tête et commence, notamment, au Sénat, à se manifester. Le gouvernement y fait amende honorable.

Si demain, des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes, étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. (Roger Salengro, 7 juillet 1936, cité par Georges Lefranc, *Juin 1936*, Julliard, 1966, p. 180)

Le mois de juillet voit la grève s'étioler, se diviser, se fragmenter. Le patronat respire car le pire a été évité. Au moment où « *tout était possible* », les dirigeants du PCF et de la SFIO ont mobilisé leurs énergies pour faire appliquer le « *vieux programme du Parti radical-socialiste* ». Le Comité du rassemblement populaire avait prévu une manifestation le 14 juin pour célébrer la victoire du Front populaire. Mais, à cette date, la grève générale est au plus fort.

À l'initiative du comité de grève des usines Hotchkiss se sont réunis une première fois des délégués de 33, puis de 250 entreprises de la région parisienne : les 350 présents à la réunion du 12 juin « jugent très utile de former un comité d'entente entre les usines qui permette d'envisager demain de nouvelles victoires ».

Qu'est-ce donc, sinon l'embryon d'un soviet ? Ce sont les métallos de la région parisienne qui devant le refus du patronat d'accorder satisfaction à leurs revendications, qui dépassent de beaucoup les « accords Matignon », parlent de « *marcher sur Paris* ». Dans ces conditions, la manifestation est reportée au 14 juillet. Ce jour-là, des centaines de milliers de travailleurs défilent devant la tribune dressée place de la Nation. Ils sont submergés par leurs illusions, ils croient « *à la victoire* ». Alors que cette tribune est la tribune où siège l'état-major du Front populaire, barrage à la révolution. Daladier déclare : « *Le Parti radical-socialiste m'a donné mandat de déclarer ici qu'aucune réforme ne saurait l'inquiéter* ». C'est le moins qu'on puisse dire.

Lors des défilés militaires, les staliniens et les fascistes saluent l'armée française.

Le matin, la revue du 14 juillet avait été une fracassante manifestation d'union de la nation française. Nos braves troupions avaient été ovationnés par une double haie de nationaux-communistes au poing levé et de fascistes à la main tendue. (Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, 1963, Maspero, 1970, p. 148)

7 JUILLET 1936 : CONTRERÉVOLUTION ET RÉVOLUTION EN ESPAGNE

Le 17 juillet, une rébellion militaire éclate au Maroc espagnol. Le gouvernement Blum, soutenu par le PCF, montre son « sens des responsabilités ». Le coup d'État fasciste est préparé et réalisé pour tenter de prévenir la révolution qui monte, renverser le gouvernement de Frente Popular jugé incapable de la juguler, et instaurer une dictature militaire. Il provoque la révolution et disloque l'État bourgeois espagnol. Le prolétariat, les masses paysannes d'Espagne font échouer le coup d'État. La guerre civile commence. Les masses espagnoles appellent à l'aide.

En un premier temps, Blum livre quelques armes au gouvernement républicain déliquescents. Le gouvernement britannique proteste immédiatement, alors que l'Allemagne et l'Italie commencent à acheminer ouvertement armes et troupes pour aider Franco dans sa croisade anticommuniste. L'Église catholique se mobilise contre les « rouges ». Les ministres radicaux menacent de démissionner.

Le 7 août le gouvernement se rallie à la thèse de la « non-intervention », à une attitude de neutralité. Maurras exulte dans *L'Action française* : « *Blum-la-guerre a reculé* ». La non-intervention est à n'en pas douter une machination bourgeoise internationale contre la révolution prolétarienne que le coup d'État militaire de Franco a déclenchée. Certes, les gouvernements républicains qui vont se succéder sont des gouvernements bourgeois, mais ils sont par rapport aux masses d'une extrême faiblesse ; l'État bourgeois est disloqué, partout ont surgi des embryons plus ou moins développés d'un pouvoir ouvrier, le gouvernement républicain ne tient que directement appuyé sur les appareils des organisations syndicales (UGT, CNT) et des partis ouvriers (PSOE, PCE, FAI, POUM).

Les gouvernements des partis bourgeois « démocratiques » d'Europe n'ont aucune confiance dans la capacité des gouvernements républicains à rétablir et à assurer l'ordre bourgeois en Espagne en cas de victoire sur Franco. Malgré les liens entre Franco, Hitler et Mussolini, ils préfèrent la victoire de Franco, garantie certaine du maintien de l'ordre bourgeois en Espagne à partir de l'écrasement du prolétariat et des masses d'Espagne.

Les gouvernements « démocratiques » qui ont inventé la « non-intervention » laissent Hitler et Mussolini accroître leur aide militaire à Franco.

En un premier temps, la bureaucratie du Kremlin approuve la non-intervention. La chaîne de la contre-révolution enserrant l'Espagne révolutionnaire. Comment le gouvernement de Front populaire ne serait-il pas un des maillons de cette chaîne ? Secondairement, l'Espagne est un terrain d'expérience du matériel militaire que mettent au point Hitler et Mussolini, une occasion de roder les troupes fascistes. Il en est ainsi d'ailleurs pour le matériel militaire de l'URSS. Les dirigeants du PCF, après avoir mollement protesté lorsque le Kremlin participait à la non-intervention, vont par la suite mener grand tapage sur les mots d'ordre : « *Des canons, des avions pour l'Espagne* ». Ce n'est qu'une couverture « gauche » qui les aide à mieux étouffer la crise révolutionnaire en France... et à faire taire les voix qui s'élèvent contre l'assassinat légal en URSS des dirigeants de la révolution d'Octobre.

Le 19 août 1936, s'ouvre à Moscou le premier procès des dirigeants bolcheviks. Ils sont 16, parmi lesquels Kamenev et Zinoviev (le bras droit de Lénine pendant la guerre mondiale et le premier secrétaire général de l'IC). Tous les accusés, révolutionnaires chevronnés, vont s'accuser des pires crimes contre-révolutionnaires, des complots les plus invraisemblables. La technique stalinienne pour obtenir les « aveux » est désormais parfaitement rodée. Les glissements de Vychinski sont repris par *L'Humanité*. La Ligue des droits de l'homme couvre l'infamie.

À travers les accusés, la bureaucratie stalinienne juge et condamne la révolution d'Octobre, le Parti bolchevik, l'internationalisme prolétarien et Trotsky qui symbolise par son action politique cet héritage que Staline doit détruire. Le 23 août, les 16 accusés sont condamnés à mort. La droite exulte. Thorez et Duclos approuvent. Pivert proteste, Trotsky dénonce Thermidor et ses assassinats. C'est dans cette situation internationale que Thorez lance l'idée du « Front des Français », de Thorez à Paul Reynaud, des communistes aux Croix de feu... La signification politique est de viser à réaliser « l'union nationale » par-delà les classes.

LA CONTRE-OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE

La grève n'a pu déboucher politiquement à cause des chefs de la SFIO et du PCF. La classe ouvrière a conquis des droits et des positions, mais l'ordre social n'est pas modifié. Le canon tonne en Espagne, et les masses françaises sont désarmées devant cette situation. Le désenchantement est perceptible. Si elles ne savent pas où elles veulent aller, en l'absence d'un

parti révolutionnaire qui exprime en un programme leurs aspirations et leurs besoins, et le traduit en termes d'action et d'organisation politiques, les masses sentent que l'essentiel leur a échappé. La droite recommence à agir. La Cagoule se manifeste. Les patrons s'organisent pour la contre-offensive. La hausse des prix réduit jour après jour les « conquêtes » des accords Matignon. La fuite des capitaux organisée par le grand capital aggrave les conséquences du déficit de la balance du commerce extérieur. Le 1^{er} octobre 1936, le gouvernement dévalue le franc de 35 %. Il refuse de mobiliser les masses, d'instituer le contrôle des changes et des mouvements de capitaux. Il s'aligne sur les intérêts de la classe dominante.

Blum propose l'échelle mobile des salaires pour lutter contre les conséquences de la dévaluation. Mais l'opposition se déchaîne, soutenue par de nombreux députés radicaux. Le Front populaire se désagrège. Blum recule. Finalement, cette capitulation est sanctionnée par un vote. Les radicaux « de droite » votent contre le gouvernement, les communistes acceptent de voter le projet gouvernemental... Le patronat lance le mot d'ordre : « Patrons, soyez des patrons ! ». Des fonds importants sont mis à la disposition des journaux, des partis de droite, pour orchestrer une campagne contre la classe ouvrière et la CGT.

À chaque occasion, Blum tergiverse, louvoie et donne finalement gain de cause au patronat. L'Église et la droite, main dans la main, entretiennent une campagne de haine, dénonçant la guerre civile que selon elles le Front populaire veut provoquer, alors que toute la France bourgeoise applaudit aux victoires de la soldatesque fasciste de Franco.

Dès septembre 1936, le gouvernement Blum réprime en Indochine les grèves et toutes les organisations qui se réclament du communisme (4^e Internationale, Parti communiste indochinois).

Il interdit le 25 janvier 1937 l'organisation indépendantiste algérienne Etoile nord africaine (qui avait signé le programme du FP en janvier 1936). Il annonce le 24 février une « pause dans les réformes ». Le 7 octobre 1936, pour la première fois, une entreprise —la Chocolaterie des gourmets— occupée par des grévistes est « libérée » par la police. Avec stupeur, les masses voient le gouvernement qu'elles considéraient comme le « leur », après avoir limité et contenu leurs revendications, finalement s'y opposer brutalement.

Réuni du 22 au 25 octobre 1936 à Biarritz, le congrès du PR, condamne « l'occupation des usines, des magasins et des fermes qui constitue une atteinte à la liberté ». De toutes leurs forces, les radicaux invitent le gouvernement de Front populaire, les partis ouvriers du Front populaire, le PS et le PCF, à réaliser la politique du Front populaire et à passer de la

phase où le mouvement des masses a été contenu à celle où il faut le faire reculer et commencer à le réprimer. Ils se préparent dès cet instant, lorsque le Front populaire aura rempli sa fonction, à le liquider. Thorez continue à souhaiter un gouvernement « de tous les Français », alors que les 40 heures, votées par la Chambre des députés, ne sont toujours pas appliquées et que le chômage n'est toujours pas résorbé.

Enfermées dans le carcan du Front populaire, les masses ouvrières, la jeunesse, sont neutralisées, bloquées, sans initiative, sans parti en mesure de leur ouvrir la voie de la solution ouvrière, alors que la bourgeoisie attaque dans tous les domaines et cherche à reconquérir politiquement le terrain gagné par l'action du prolétariat. La presse bourgeoise et fasciste tire à boulets rouges sur les ministres socialistes. Blum est le « *You-paincher* » et mange dans de la vaisselle d'or, pour *L'Action française*. Mais l'attaque se concentre contre Roger Salengro, ministre de l'intérieur, accusé faussement par *L'Action française* d'avoir déserté en 1914-1918. Le 18 novembre, Salengro se suicide. Une foule énorme assiste à son enterrement ; le gouvernement envisage de... réprimer la diffamation par voie de presse. Blum avait été plus rapide à faire saisir en 1936 *La Lutte ouvrière*. L'année 1936 s'achève dans la grisaille. La classe ouvrière résiste à l'offensive de la bourgeoisie, qui n'a été rendue possible que par la politique de collaboration des partis ouvriers avec le Parti radical et les autres partis bourgeois du Front populaire sur un accord de défense de la propriété privée et de l'État.

Les 22 et 23 janvier 1937, la conférence nationale du PCF rend hommage au Parti radical, adopte une résolution « Pour sauver la famille » et réaffirme : tout pour la défense de la propriété privée et du grand capital, tout pour la défense de l'État.

Nous resterons les animateurs et les meilleurs défenseurs du Front populaire. Le mot d'ordre des communistes a été, reste et restera : tout pour le Front populaire, tout par le Front populaire. (L'Humanité, 24 janvier 1937)

24 FÉVRIER 1937 : BLUM ANNONCE « LA PAUSE »

L'année commence bien pour le patronat. La dévaluation favorise la reprise mais rend plus difficile les conditions d'existence des masses laborieuses, alors que les capitalistes continuent à exporter les capitaux, spéculant contre le franc. La bourgeoisie sent son heure venir, de toutes parts, les économistes du grand capital « expliquent » la nécessité de restreindre la consommation intérieure, d'accroître la productivité, de remettre en cause les 40 heures... Le 13 février 1937, Blum s'adresse aux fonctionnaires, il admet que leurs revendications sont légitimes, mais

estime que « *un temps de pause est nécessaire* ». Au conseil national de la SFIO, Blum s'explique plus clairement :

Nous sommes obligés d'agir avec prudence, d'avancer pas à pas. Désormais s'affirme la nécessité d'une pause ; nous allons traverser la période la plus difficile, au bout de laquelle nous repartirons, s'il y a lieu, avec un nouveau programme.

La « pause », c'est la mise au rancart des revendications des travailleurs des villes et des campagnes, la « pause », c'est tout simplement l'arrêt des mesures minimales que le programme du Front populaire s'était engagé à réaliser pour les vieux et contre le chômage. Les dirigeants du PCF appuient, avec des réserves de forme, cette politique, et proposent qu'à l'occasion de la « pause », on élargisse le gouvernement vers la droite. Pivert refuse cette politique et démissionne de ses fonctions au gouvernement.

Le Rassemblement populaire n'a pas été créé pour faire avaler la pilule des crédits militaires et de l'union nationale. Non ! Je ne serai pas un complice silencieux et timoré. Non ! Je n'accepte pas de capituler devant le militarisme et les banques. Non ! Je ne consens ni à la paix sociale ni à l'« union sacrée ». (Marceau Pivert, 28 février 1937, cité par Jean Rabaut, *Tout est possible !*, Denoël, 1974, p. 243)

Eh bien, si ! Le RP-FP a été créé pour faire avaler la pilule des crédits militaires et de l'union nationale, pour faire barrage à la révolution sociale, la faire refluer, et l'écraser. Il faudrait rompre avec la bourgeoisie, la politique des fronts populaires, ouvrir la perspective d'un gouvernement des partis ouvriers sans représentants des organisations et partis bourgeois, et Pivert maintient le cordon ombilical qui l'attache au Front populaire et à sa politique. Ainsi, Marceau Pivert s'indigne des résultats d'une politique, sans aller aux origines extirper ses racines, et contribue de cette façon à sa poursuite. On ne peut cautionner comme courant révolutionnaire une politique qui vise à maintenir la « paix sociale », la paix du capital. Cautionner même de façon « critique », le Front populaire, c'est finalement le renforcer.

Les prix grimpent en flèche, les salaires ne suivent pas. À Moscou, les procès se suivent et se ressemblent ; la lutte contre le « *centre trotskyste antisoviétique* » bat son plein. Mais la classe ouvrière tente de préserver les positions acquises. Les travailleurs de l'Exposition des arts et des techniques se mettent en grève. Léon Blum, Léon Jouhaux, pour la CGT, et Marcel Gitton, pour le PCF, se rendent sur le chantier, pour convaincre les ouvriers de reprendre le travail. Ces derniers les reçoivent aux cris de « *Nos 15 % !* » Blum déclare :

L'Exposition sera le triomphe de la classe ouvrière, du Front populaire et de la liberté ; elle démontrera que le régime de la liberté est supérieur à la dictature... Ni le retard ni encore moins l'échec ! La bonne renommée du Front populaire est en jeu. Et, maintenant, je vous le dis franchement : le travail du samedi et du dimanche est nécessaire.

Le 5 mars 1937, Léon Blum place à la tête du Fonds d'égalisation des changes le gouverneur de la Banque de France, Emile Labeyrie, qui réduit les crédits consacrés aux grands travaux, décide de financer les dépenses d'armement par un emprunt spécial de la Défense nationale. Ainsi, les capitaux sont à l'abri des fluctuations de la monnaie, alors que l'échelle mobile des salaires est refusée aux travailleurs. *Le Temps* commente : « On ne peut qu'approuver. » Paul Reynaud jubile : « Le gouvernement sacrifie la théorie du pouvoir d'achat à l'équilibre budgétaire ».

16 MARS 1937 : LA POLICE RÉPUBLICAINE TIRE SUR DES ANTI-FASCISTES À CLICHY

Le Parti social français (ex-Croix de feu) décide d'organiser une réunion à Clichy le 16 mars 1937. Le gouvernement de Front populaire se refuse à l'interdire. À l'appel du maire SFIO de Clichy, Charles Auffray, du conseiller général Naile, communiste, et du député également communiste Honel, une contremanifestation est organisée. La police du ministre socialiste Marx Dormoy ouvre le feu. Bilan : 5 morts et des centaines de blessés.

Dormoy et Blum accourus en smoking du gala de l'Opéra sont conspués avec violence par les travailleurs : « Dormoy assassin ! Dormoy démission ! » Des dizaines de barricades ont été dressées, puis démolies par la garde mobile de Dormoy et Daladier. Thorez, accouru à l'appel du député de Clichy Honel, n'ose dire mot. « Sales trotskystes », lance-t-il seulement aux travailleurs qui se défendent avec acharnement. À Asnières, tout proche, des mouvements analogues se produisent. Sous les coups de feu des fascistes et de la police deux travailleurs sont grièvement blessés. Dans la nuit même du 16 au 17, la nouvelle se répand dans le prolétariat. Une émotion profonde souleva tout le prolétariat parisien à l'annonce par les journaux du massacre de Clichy. Il comprit que c'était son avant-garde, son corps même qui avait été mitraillé par l'ordre de M. Blum. Dans la journée du mercredi 17 une série d'entreprises commencèrent la grève. Dans une série d'usines (Renault, entre autres), les ouvriers arrêtaient le travail, préparaient des réunions pour le midi et le soir, exigeaient la grève générale et commençaient à chasser les fascistes (surtout des contre-

*maitres et des chefs de service). Les directions syndicales d'usine se réunirent d'urgence. Dans la soirée, l'union régionale du bureau confédéral était saisie de centaines de résolutions exigeant une réponse foudroyante. Mais l'objectif de la grève restait incertain. Et c'est là-dessus que jouèrent les chefs réformistes pour briser le mouvement. (Parti ouvrier internationaliste, « Les massacres de Clichy », *Quatrième Internationale*, mars 1937)*

Blum prend la défense du ministre de l'intérieur : il argumente. Le gouvernement défend les libertés, il a protégé la réunion du PSF, il condamne l'initiative des élus du Front populaire de Clichy. Aucune sanction n'est prise contre les responsables de la fusillade. L'émotion dans la classe ouvrière est immense. Comment est-il possible que le gouvernement puisse faire tirer sur les travailleurs que des élus du PS et du PCF ont mobilisés ? L'union des syndicats de la région parisienne décide une grève qui est limitée à la matinée du jeudi 18 mars. Le 21 mars, un immense cortège suit les corps des victimes de la fusillade dans la plus pure réconciliation, sous l'égide du Front populaire qui les a assassinées. Mais l'UD CGT de la région parisienne, que dirigent les militants du PCF, laisse déployer le drapeau de la 4^e Internationale.

À la Chambre des députés, Duclos, le 23 mars, propose à l'ordre du jour le vote de confiance.

*Nous voulons l'ordre et la tranquillité publiques. (Jacques Duclos, *L'Humanité*, 24 mars 1937)*

Les députés communistes sont bien sûr parmi les 362 députés qui votent la confiance au gouvernement des fusilleurs de Clichy ! Les dirigeants stalinien continuent leur travail de matraquage politique, avec cynisme et obstination. Alors que le capital, utilisant les élus de droite qui se regroupent, se prépare à frapper, Thorez conforte, réconforte la bourgeoisie, démobilise le prolétariat :

Nous sommes les partisans décidés de la tranquillité et de la concorde. Nous l'avons montré dans des circonstances où personne n'a osé prendre les responsabilités que nous avons prises. Nous avons eu le courage de dire, nous, aux ouvriers en grève : tout n'est pas possible ! Nous nous refusons, surtout en considérant les événements d'Espagne, à accepter la perspective de deux blocs dressés irréductiblement l'un contre l'autre et aboutissant à une guerre civile dans des conditions qui seraient pour notre pays encore plus redoutables que pour l'Espagne, ne serait-ce qu'en raison des menaces d'Hitler. Nous aimons la France. Nous le déclarons très nettement : la plupart des dirigeants des ligues fascistes sont devenus les hommes de l'étranger. En eux, revit l'esprit de Coblenze. Le Parti communiste a quelques

titres, en effet, à la reconnaissance des classes moyennes. Le front unique, c'était le rassemblement des forces du prolétariat. C'est le Parti communiste qui a lancé, à Ivry, le mot d'ordre d'élargissement du front unique antifasciste afin que celui-ci englobe les classes moyennes.

Le chef stalinien a raison : s'opposant au front unique ouvrier -l'unité des partis ouvriers contre les partis bourgeois- le PCF dresse le Front populaire contre les intérêts des masses, en obstacle à la marche de la révolution socialiste.

21 JUIN 1937 : LE SÉNAT CHASSE LE GOUVERNEMENT BLUM

Malgré la résistance confuse mais farouche des masses, en l'absence d'un parti révolutionnaire, la politique des chefs de la SFIO et du PCF sauve la bourgeoisie et désarme la classe ouvrière. La révolution n'est pas vaincue par la bourgeoisie, mais disloquée de l'intérieur du mouvement ouvrier, par les Blum et les Thorez. La classe ouvrière cherche obstinément une voie pour changer la société. Elle se tourne, naturellement, vers les partis se réclamant du socialisme, du communisme. Ces partis la conduisent, de recul en recul, jusque'à la démoralisation.

Le 21 juin 1937, le gouvernement Blum tombe, battu, mis en minorité au Sénat. Le gouvernement Blum fait-il appel aux masses pour chasser le Sénat réactionnaire ? Non. Le gouvernement démissionne dans une relative indifférence. Le radical Camille Chautemps -qui était membre du gouvernement Blum- forme un nouveau gouvernement de Front populaire. Le PCF qui avait refusé d'entrer dans le gouvernement Blum offre cette fois d'y participer... Chautemps refuse. Son gouvernement est constitué le 29 juin 1937 avec des PR et des PS, dont Blum et Faure, avec le soutien du PCF. Le 1^{er} octobre 1937, prétendument contre le terrorisme fasciste, le PCF fait coller l'affiche « La France aux Français ».

Le mouvement qui a explosé en juin 1936 resurgit, quoique différent. C'est, après quelques mouvements en septembre, la grève de décembre 1937 de l'entreprise Goodrich. Le 9 janvier 1938, les dirigeants de l'UD de la région parisienne imposent aux grévistes une instance arbitrale qui rejette la plupart de leurs revendications. La mort dans l'âme, les travailleurs de chez Goodrich reprennent le travail le 10. Ce n'est pas le seul conflit. Le 29 décembre 1937, se déclenche à l'improviste la grève des services publics qui n'étaient pas entrés en grève en juin 1936 : Paris est privé de gaz, d'eau, d'électricité, de transports. Ce mouvement est condamné par le gouvernement qui affirme sa volonté de « remplir son devoir et d'assurer en dépit de toute résistance la reprise des services publics et le maintien de l'ordre ». Daniel Mayer dans *Le Populaire* condamne également le

mouvement. Mais le gouvernement recule et accorde l'indemnité de vie chère de 1 200 F que les travailleurs des services publics réclament ; le travail reprend.

Le gouvernement Chautemps entre en crise. Le PCF décide de s'abstenir au Parlement. Chautemps réplique : « *Le PCF demande sa liberté. C'est son droit. Quant à moi, je la lui donne* ». Le groupe socialiste décide de retirer ses ministres ; le gouvernement démissionne. La SFIO refuse de participer à un gouvernement de Bonnet. Blum s'efforce de répondre aux vœux du PCF en constituant un gouvernement d'« union nationale », sinon sous sa direction, au moins sous celle d'Herriot. Le projet échoue. Reynaud veut qu'il s'étende encore plus loin... à droite, jusqu'aux fascistes avérés. Chautemps forme alors un nouveau gouvernement. Au conseil national, la proposition Blum- Faure d'y participer est rejetée. À la chute de ce gouvernement, Blum fait une nouvelle tentative pour constituer un gouvernement d'union nationale qui échoue. Pour répondre à l'Anschluss, il constitue alors un gouvernement qui ne dure que vingt-six jours, du 13 mars au 10 avril 1938.

Une nouvelle vague de grèves prend naissance dans la métallurgie. Elle débute le 24 mars 1938 aux usines Citroën, elle s'étend, à l'initiative des cellules du PCF, à de nombreuses entreprises de la métallurgie parisienne au cours de la fin du mois de mars. Mais bientôt, la direction du PCF freine.

*André Blumel dit aux responsables des amicales socialistes d'entreprise : « Si lundi 28 mars la grève n'est pas terminée, Blum s'en va et vous aurez Pétain » ; Doury et Timbaud, dirigeants communistes des métaux, répondent à la section d'Alsthom-Lecourbe qu'ils tiennent de Vincent Auriol que le gouvernement démissionnerait si la fédération des métaux lançait elle-même la grève... Le 7 avril, sous la signature de Marceau Vigny, militant du PCF et secrétaire de la section CGT Renault, « L'Humanité » affirme : « Les ouvriers sentent nettement la volonté du patronat d'imposer la grève chez Renault. Des milliers et des milliers de tracts signés de la 4^e Internationale appelant les ouvriers à l'action sont distribués chaque jour aux portes de l'usine. » Et de conclure que la section « fera le maximum pour lutter contre la démagogie fasciste » et que ses délégués ont demandé au gouvernement « de prendre, les mesures nécessaires ». (Pierre Broué & Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire », *Le Mouvement social*, janvier 1966)*

Lorsque le mouvement commence à refluer, après la chute du gouvernement Blum, la direction syndicale fait débrayer le 13 avril Renault pour bien prendre le mouvement en main. Très rapidement, morceau par morceau, la grève est liquidée sans obtenir de revendications substantielles.

La classe ouvrière politiquement battue par le Front populaire assiste impuissante à l'irrésistible montée de la réaction. L'Espagne républicaine agonise, les armées allemandes sont entrées à Vienne, le CSAR (connu sous le nom de « la Cagoule », une organisation fasciste terroriste créée par Deloncle après la dissolution officielle des organisations fascistes en 1936) multiplie les attentats et les complots. À Moscou, Staline continue à briser le parti de Lénine. Le PR dénonce le PCF qui ne serait plus un parti national... C'est l'hallali. Le 8 avril 1938, Blum démissionne, de nouveau mis en minorité au Sénat.

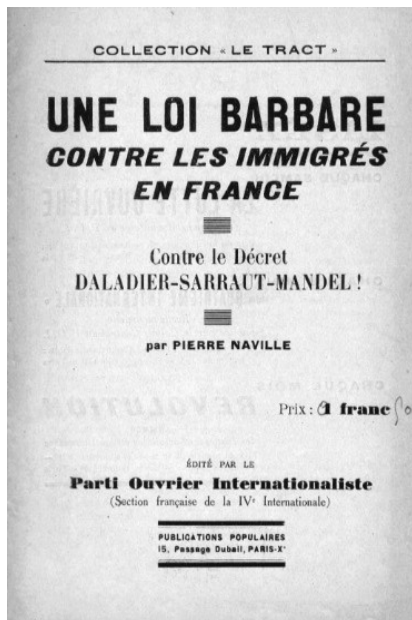
1938 : LE PARTI RADICAL ANNULE LES CONQUÊTES SOCIALES ET PERSÉCUTE LES RÉFUGIÉS

Aussitôt, Daladier prend le 2 mai 1938 des mesures contre les « étrangers indésirables » dont les Juifs ayant fui l'Allemagne aux mains des nazis depuis 1933. Il annule le 2 mai et le 14 juin 1938 les conquêtes sociales.

La crise qu'Hitler a ouverte en exigeant l'incorporation des Sudètes au 3^e Reich évolue vers son dénouement. Les accords de Munich sont signés entre Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier le 30 septembre 1938 : le territoire des Sudètes de la Tchécoslovaquie, dont la population est majoritairement allemande, est rattaché à l'Allemagne. Les accords de Munich laissent les mains libres à Hitler contre la Tchécoslovaquie. Les impérialismes français et anglais s'efforcent d'engager Hitler contre l'URSS., de rester en dehors de la guerre pour finalement arbitrer. À son retour, Daladier obtient le 4 octobre la confiance de la Chambre : 535 voix pour, les 78 députés du PCF votent contre. L'orientation de la politique de l'impérialisme français devient inacceptable pour le PCF.

Daladier demande les pleins pouvoirs : il n'obtient plus que 331 voix contre 78 (celles des députés du PCF). Il y a 203 abstentions, dont celles des députés PS-SFIO. La majorité gouvernementale n'a donc plus rien à voir avec celle de juin 1936. Le congrès annuel du Parti radical se tient le 28 octobre 1938 à Marseille, il vote la résolution suivante :

Le Parti communiste, par l'agitation qu'il entretient à travers le pays, par les difficultés qu'il a créées aux gouvernements qui se sont succé-



dés depuis 1936, par son opposition agressive et injurieuse de ces derniers mois, a rompu la solidarité qui l'unissait aux autres partis du Rassemblement populaire. (Georges Lefranc, Histoire du Front populaire, Payot, 1974, p. 278-279)

Le 1^{er} novembre, Paul Reynaud devient ministre des finances à la place de Marchandeaup. Le 13 novembre, il publie une première série de décrets-lois. Il déclare : « *C'en est fini de la semaine des deux dimanches* », pour donner aux patrons le droit d'étaler les 40 heures sur 5 ½ ou 6 jours. La classe ouvrière doit produire le plus de jours possibles, le plus d'heures possibles. Les cheminots sont tenus d'effectuer des travaux relevant de la défense nationale. Reynaud commente : « *Le régime capitaliste étant ce qu'il est, pour qu'il fonctionne, il faut obéir aux lois* ». Pour bien se faire comprendre, le gouvernement recrute 1 500 gendarmes...

1938-1939 : LE PARTI RADICAL RÉPRIME LES GRÈVISTES ET INTERDIT LE PCF

Tout n'est cependant pas joué. En septembre et octobre 1938, des grèves ont lieu. La classe ouvrière reste disponible et mobilisable. Justement, le congrès de la CGT se tient du 14 au 17 novembre à Nantes. Ce congrès ne décide d'aucune riposte, ne lance aucun mot d'ordre d'action. Il donne seulement mandat « *de préparer sans retard toute l'action nécessaire, y compris la cessation collective du travail dans le cas où celle-ci s'avèrerait indispensable à la défense des réformes sociales* ». Dirigeants ex-confédérés et ex-CGTU se mettent d'accord sur toutes les résolutions. Le fait démontre que les uns et les autres mènent par rapport à la classe ouvrière la même politique.

Mais, dès le 21 novembre, des grèves se produisent, surtout dans la région parisienne. Le 23, les travailleurs de chez Renault débraient, occupent les usines de Billancourt qu'ils organisent militairement. Le maire PS-SFIO Morizot et le député du PCF Costes les appellent à évacuer l'usine. Le gouvernement masse d'énormes forces de police autour de chez Renault : 200 pelotons de gardes mobiles, plus de 1 500 policiers. Profitant des flottements, la police attaque l'usine et la fait évacuer : 285 ouvriers sont condamnés pour « violences ». Ce n'est que le 25 novembre que le bureau confédéral décide une grève de 24 heures... pour le 30, sans occupation, ni manifestation. Le travail, précise le communiqué, devra reprendre le 1^{er} décembre.

La grève ne peut être efficace que si elle est accompagnée de l'occupation des entreprises et de sa protection par toute la population... Les sections syndicales de base, comités d'usine et conférences de délégués ouvriers doivent conserver le contrôle sur le mouvement... Limiter la

grève à une démonstration de 24 heures, c'est laisser le problème irrésolu. La grève doit avoir pour but le succès des revendications ouvrières, à commencer par l'abrogation des décrets-lois. (Parti ouvrier internationaliste, La Lutte ouvrière, 25 novembre 1938)

Le gouvernement Daladier met au point toutes les mesures pour casser la grève. Les fonctionnaires et les travailleurs des services publics sont



Rose Goderel, Citroën, Paris, 30 novembre 1938, elle sera licenciée après la grève / photo Willy Ronis

réquisitionnés. Paris est mis en état de siège. Le combat demeure possible. Il faut mobiliser, galvaniser, organiser. Mais dirigeants réformistes et staliniens tergiversent, reculent, zigzaguent. Ils donnent l'impression à la classe ouvrière de ne pas vouloir combattre tout en donnant l'ordre de grève. Les soldats occupent les carrefours, baïonnettes au canon, le gouvernement masse à Paris des troupes considérables, et cherche l'affrontement avec la classe ouvrière. Le 30 novembre 1938, la grève est inégalement suivie. Mais militants et travailleurs, dans les secteurs décisifs du prolétariat, combattent. Le patronat et le gouvernement frappent : les militants sont licenciés, arrêtés, pourchassés. La répression est extrêmement dure : des milliers et des milliers de licenciements. L'ordre patronal règne à nouveau dans les usines et les entreprises, comme en 1934-1935.

L'armée allemande envahit la Pologne le 1^{er} septembre 1939. Le 3, l'État français et britannique déclarent la guerre. Le 26, Daladier, qui défilait le 14 juillet 1936 aux côtés de Maurice Thorez et de Léon Blum, décide la dissolution du Parti communiste français (le membre du bureau politique Gitton et un tiers des députés renient le PCF).

Le 10 juillet 1940, la Chambre des députés amputée des députés restés fidèles au PCF vote avec le Sénat les pleins pouvoirs à Pétain, par 569 voix pour, 80 contre et 17 abstentions : bien sûr, les deux tiers des radicaux votent pour.

LA CLASSE OUVRIÈRE NE PORTE PAS LA RESPONSABILITÉ DE LA DÉFAITE

C'est la conclusion classique et normale des fronts populaires, ces alliances des partis ouvriers et des partis bourgeois contre la révolution prolétarienne. Les radicaux ont parfaitement tenu leur rôle. Garantie dans le Front populaire que l'ordre sera respecté, ils constituent le relais, le pont entre la collaboration avec les partis ouvriers, quand les conditions l'exigent, et l'instrument de lutte contre les partis ouvriers quand les conditions le permettent. Les chefs du PCF et du PS-SFIO sont responsables.

S'achevant sur la défaite de la grève du 30 novembre 1938, le Front populaire de 1935 prend alors sa véritable signification, historique : c'est la première fois que dirigeants du PS-SFIO et du PCF s'unissent avec des partis bourgeois, sur un programme bourgeois, contre la classe ouvrière, qui ouvre par son action les conditions de la révolution prolétarienne.

La question n'est pas de savoir si « *la révolution était possible* ». La crise révolutionnaire était ouverte et il fallait tout mettre en œuvre pour qu'elle aboutisse.

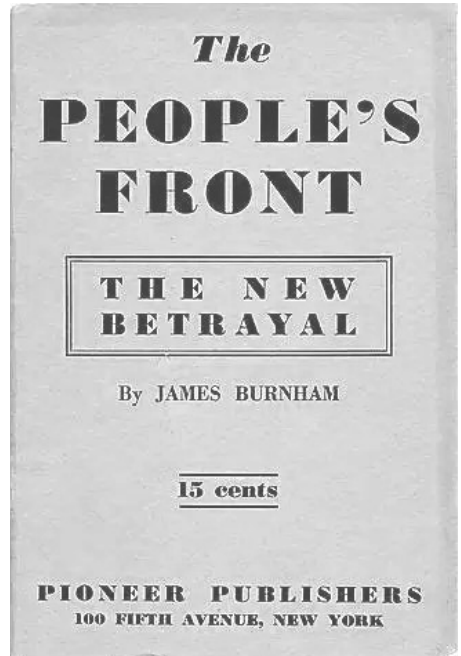
On peut parfaitement comprendre qu'au cours des premières semaines, certaines oscillations se soient également manifestées dans nos propres rangs : la situation est complexe, pour beaucoup d'entre nous le Front populaire était un phénomène nouveau et par conséquent un problème nouveau. Mais le fait que certains camarades, aujourd'hui encore, après une expérience relativement prolongée du Front populaire et les importants articles qui ont été publiés dans notre presse, se révèlent partisans de la politique du Front populaire, me paraît un symptôme extrêmement inquiétant. Il ne s'agit ni plus ni moins que de la ligne de clivage entre le bolchevisme et le menchevisme. On dit qu'il serait faux d'exiger l'élimination des radicaux du

Front populaire : les masses devraient d'abord faire leur expérience des radicaux. C'est pourquoi il serait préférable d'exiger la prise du pouvoir par le Front populaire dont la seule carence inciterait les masses à accepter nos enseignements, etc. Cette façon de penser est intégralement menchevik. (Léon Trotsky, « Pas d'équivoque vis-à-vis du Front populaire, 3 octobre 1935, *Œuvres t. 7*, EDI, 1980, p. 26)

Menchevisme ou bolchevisme, socialisme ou barbarie, tels sont les problèmes posés par la politique de front populaire.

LE FRONT POPULAIRE CONSITUE L'ANTICHAMBRE DU FASCISME

La politique des fronts populaires s'oppose radicalement à celle du front unique ouvrier. Le point de départ de cette dernière, c'est la faillite de la société bourgeoise, la décomposition de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme, la nécessité pour les travailleurs et les masses de faire front et de se défendre. Défense des masses contre les conséquences économiques, sociales, politiques, du régime capitaliste et offensive pour imposer une solution ouvrière à la question du gouvernement et de



En 1937, la section américaine de la 4^e Internationale publie la brochure *Le Front populaire, la nouvelle trahison*

l'État sont indissolublement liées. Les fronts populaires entendent se situer dans le cadre de l'ordre démocratique bourgeois, ils défendent contre les masses ce cadre, laissant les mains libres aux forces les plus réactionnaires de la bourgeoisie qui préparent ouvertement, ou clandestinement, et au sein de l'appareil d'État, la dictature ouverte.

Mais la crise de tous les rapports bourgeois est là, le parlementarisme est en faillite, les masses s'agitent et combattent les forces bourgeoises les plus réactionnaires qui s'organisent sous le patronage du capital financier. Cela ne peut se perpétuer. Une solution politique est nécessaire. Les masses n'ont qu'un seul moyen de s'en sortir : briser le carcan politique bourgeois des fronts populaires. Le problème n'est pas celui, à priori, de la lutte armée ou non, mais celui de savoir si les masses sont politiquement armées. Si elles disposent d'un programme, d'une politique, d'une organisation, capables d'ordonner leur combat, de le centraliser, de l'orienter sur la voie de la lutte pour un gouvernement ouvrier, la prise du pouvoir.

À défaut, si violentes et puissantes que soient les explosions révolutionnaires du prolétariat, des masses exploitées des villes et des campagnes, de la jeunesse, elles ne parviennent pas à briser le carcan des fronts populaires. Alors, l'issue est inévitable et fatale, bien qu'elle puisse avoir des variantes. Au lieu de restaurer la démocratie bourgeoise, le parlementarisme, les fronts populaires et leurs différentes variantes et dénominations masquent ce qui se passe à l'intérieur de l'appareil d'État bourgeois, de la police, de l'armée, du corps des officiers, du corps des hauts fonctionnaires, de la magistrature. Dans les profondeurs de l'appareil d'État bourgeois, les forces les plus réactionnaires attendent le moment favorable pour intervenir et briser par la violence les masses, noyer dans le sang le prolétariat, détruire ses organisations, y compris celles qui ont participé au fronts populaires. En même temps, au grand jour, sous le couvert de « la liberté, de la démocratie pour tous », l'agitation réactionnaire s'étend, s'organise publiquement, regroupe toute la racaille fascisante. Lorsque le capital financier estime que le moment est venu, il n'a plus qu'à donner le signal, et la « démocratie » est noyée dans le sang. C'est ce qui s'est produit au Chili en 1973.

L'Espagne a connu une variante. Le gouvernement de Front populaire couvre la préparation du coup d'État militaire ; le coup d'État militaire provoque le mouvement révolutionnaire de juillet 1936 ; le gouvernement de FP reconstruit l'appareil d'État bourgeois, réprime et brise le mouvement révolutionnaire des masses. Franco n'a plus qu'à écraser militairement le Front populaire impuissant et sans objet après qu'il a porté les coups mortels au prolétariat.

En France, la situation évolue encore différemment. Dès 1937, le Front populaire est en liquidation. C'est le Parlement, « protégé » en 1936 par le Front populaire, qui renverse les gouvernements de Front populaire. Déjà, les masses refluent. La grève générale du 30 novembre 1938, organisée et préparée de telle façon qu'elle ne peut qu'être défaite, portait un ultime coup à la classe ouvrière. Bientôt, c'est la guerre, la mise hors la loi du PCF et des responsables syndicaux militants du PCF. Après la défaite militaire, la Chambre des députés d'avril-mai 1936 vote les pleins pouvoirs à Pétain. C'en est fini des libertés démocratiques et du parlementarisme. Le Front populaire du pain, de la paix, de la liberté a conduit à la guerre, à la suppression de toute liberté, de toutes conquêtes sociales et même, au sens littéral, à la mise en cause du pain quotidien.

Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergences profondes et dangereuses pour la bourgeoisie, des massacres et de la guerre civile. (Vladimir Lénine, « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », novembre 1918, *Œuvres* t. 28, Progrès, 1973, p. 254)

Les fronts populaires surgissent au moment de crise profonde de tous les rapports bourgeois. C'est la réponse traîtresse aux aspirations à l'unité des masses, à leur volonté d'imposer un gouvernement à elles. Ces aspirations, cette volonté des masses de porter des coups décisifs à la société bourgeoise, sont bien des « divergences profondes et dangereuses pour la bourgeoisie ». Justement, lorsque les masses par leur action politique imposent « la démocratie la plus développée, la bourgeoisie prépare les massacres et la guerre civile ». Les fronts populaires, si l'élan révolutionnaire des masses ne les brise pas, deviennent l'antichambre du fascisme.

Une nouvelle période de la révolution mondiale s'ouvre. L'histoire pose pour des millions d'êtres humains la nécessité de construire un parti révolutionnaire, une nouvelle internationale. Le bouillonnement des événements, pendant la marche à la révolution et au cours de la révolution, va sensibiliser des millions et des millions d'hommes à la politique révolutionnaire, à commencer par les jeunes.

17 juillet 1977

Stéphane Just (1921-1997)

Né en 1921 à Paris de parents artisans, Stéphane Just rejoint, en tant que travailleur précaire, la classe ouvrière dès 1934. Son père Claude Just est alors un dirigeant de la fédération de la Seine du PS-SFIO. En mars 1943, Stéphane Just est envoyé travailler en Allemagne au titre du service du travail obligatoire. Il y rencontre des militants des CCI de France qui se réclament de la 4^e Internationale. De retour en France, il rejoint les Jeunesses socialistes dont il devient un dirigeant national tout en étant membre du Parti communiste internationaliste, section française de la 4^e Internationale (PCI-SFQI). En 1947, il entre à la RATP (l'entreprise publique de transports publics de la région parisienne) comme manoeuvre. Il participe activement à la grève de l'entreprise cette année-là. En 1950, il est exclu de la CGT.

En 1951, il se range avec la majorité du PCI conduite par Marcel Bleibtreu contre la révision du programme de la 4^e Internationale par sa propre direction (Pablo et Mandel). Le PCI est exclu en 1952 du SIQI mais il constitue avec les sections américaine, britannique et suisse une fraction « trotskyste orthodoxe », le Comité international de la 4^e Internationale (CIQI). Just participe à la grève d'août 1953 du secteur public. En 1957, il réussit le concours d'ouvrier qualifié de la RATP et est affecté comme électricien à un atelier de réparation. En 1956, il affronte physiquement les nervis fascistes sur la question algérienne. De 1957 à 1960, il est poursuivi plusieurs fois en justice pour son soutien au mouvement national algérien. En 1959, il quitte le groupe Informations ouvrières (ce qui reste du PCI après l'exclusion de Bleibtreu par Pierre Lambert, la première d'une longue suite).

Le CIQI se disloque sur la révolution cubaine : d'un côté, une aile procas-triste (avec Joseph Hansen et Nahuel Moreno) qui fusionne avec le SI pabliste pour former le SUQI en 1963 ; de l'autre, une aile qui nie toute transformation sociale à Cuba (avec Gerry Healy suivi par Lambert) qui maintient un CIQI. En 1963, Stéphane Just revient au groupe IO et publie *Défense du trotskysme 1* contre l'opportunisme prostalinien du SIQI de Pablo et Mandel. La critique est souvent pertinente mais elle sert d'alibi à l'opportunisme jumeau de Lambert envers la bureaucratie de FO et la sociale-démocratie européenne. En outre, si le SUQI fonctionne de manière relativement démocratique, comme la secte française de Hardy (VO), les sections britannique (SLL) et française (OCI) du CIQI subissent un régime emprunté au stalinisme (caporalisme, culte du chef). En outre, Healy et Lambert recourent à la calomnie et à violence contre leurs opposants.

L'OCI est fondée en 1965, grâce en particulier au recrutement de jeunes par Boris Fraenkel. Just justifie la purge ignominieuse de Fraenkel par Lambert en 1966. Le 10 mai 1968, au nom du bureau politique de l'OCI, contre l'avis des dirigeants jeunes (Chisseray, Berg), Just et de Massot ordonnent à

la FER de quitter les barricades des étudiants et des jeunes travailleurs le 10 mai. Il participe activement à la grève générale qui suit. En 1971, il rédige *Défense du trotskysme 2* contre le SUQI. La SLL de Healy scissionne le CIQI en 1971. Avec Pierre Broué, François de Massot et François Chesnais, Just voyage durant une quinzaine d'années à l'étranger pour construire une nouvelle organisation internationale, le CORQI.

En 1972, en s'appuyant sur Trotsky, Just oriente l'OCI contre l'Union de la gauche, alors que la LCR (Bensaïd, Krivine...) et LO (Hardy, Laguiller...) ne font pas la différence entre partis ouvriers et partis bourgeois. Cela leur permettra de voter à plusieurs reprises pour des partis bourgeois, dont l'héritier du Parti radical, et à l'occasion de former des coalitions électorales avec des partis bourgeois.

En 1973, Just succède à Gérard Bloch comme rédacteur en chef de *La Vérité*, la revue de l'OCI. La même année, il mène activement la campagne diffamatoire de l'OCI contre Varga, de la LRSK hongroise, accusé d'être à la fois agent de la CIA et du KGB. Just publie *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui* en 1977 qui intègre le bilan de l'UP du Chili. Contrairement à la médisance de deux journalistes (Sieffert et Mauduit, *Trotskisme, histoires secrètes*, 2024, p. 194), eux-mêmes anciens permanents de l'UNEF et anciens bureaucrates lambertistes, Just ne bénéficie d'aucune « sinécure à FO » durant cette période. Contrairement aux deux



Montpellier, avril 1987, Stéphane Just est au deuxième rang, tout à droite sur la photo lors de la conférence du groupe Que faire composé d'exclus du PCI qui décide de rejoindre le Comité

larrons sociaux-démocrates qui admirent Lambert et dénigrent systématiquement Just, celui-ci n' a jamais été permanent syndical ou politique. En outre, il n'adhère à FO qu'en 1976, après avoir demandé plusieurs fois sa réintégration à la CGT, et il part à la retraite peu de temps après, en 1978.

Stéphane Just se penche sur l'apparition, après la 2^e Guerre mondiale, d'autres États ouvriers bureaucratiques calqués sur l'URSS, en corrigeant au passage l'erreur de Healy, Lambert, Hardy et Cliff sur Cuba : *À propos d'une possibilité théorique*, 1979. En 1979, Just justifie de manière absurde l'exclusion de Charles Berg par le prévaricateur Lambert.

Peu après, Just est marginalisé par Lambert à cause de sa réticence au rapprochement du CORQI avec la FB de Moreno qui scissionne du SUQI en 1979. Lambert et Moreno proclament en 1980 une prétendue 4^e Internationale aussi triomphale qu'éphémère. En 1981, Just diverge avec Lambert qui préconise le vote pour Mitterrand dès le premier tour de la présidentielle, mais il est mis en minorité au sein du bureau politique du PCI. Il refuse d'en appeler aux militants de base qui restent dans l'ignorance de sa position. Ce n'est qu'en 1984 qu'il fait connaître son opposition au lancement par Lambert d'un Mouvement pour un parti des travailleurs (dont sont issus le PT et le POI actuels).

Stéphane Just est exclu du PCI en 1984 avec une quarantaine de militants (dont la plupart des travailleurs de la RATPF du PCI, François Chesnais, Jean Ribes...). Il est calomnié selon la tradition lambertiste qu'il a si longtemps cautionnée. Il fonde le Comité et tire un premier bilan de l'OCI-PCI, *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI*, 1984. Just refuse en 1986 de discuter avec la LOR varguiste (qui rejoint en 1987 la LCR). Il ne parvient pas à établir d'organisation internationale malgré des contacts en Espagne, en Irlande et en Autriche. Le Comité attire des jeunes lors de la crise des JCR pablistes de 1990. À juste titre, Just abandonne en 1991 l'utopie de reconstruire la 4^e Internationale. Le Comité participe activement au mouvement de grève de novembre-décembre 1995, combat en son sein pour la grève générale, recrute. Just reconnaît en 1996 que le capitalisme a été restauré en Russie. Il meurt en 1997.

Après sa disparition, le Comité connaît plusieurs scissions successives sous les coups de néo-lambertistes. Leurs instigateurs rejoignent généralement par la suite la mouvance réformiste et chauvine de l'ancien sénateur et ministre Mélenchon. Un certain nombre de militants qui s'y refusent se retrouvent dans le GCPOR, un projet étroitement national qui vivote en singeant l'OCI des années 1970. Le Groupe marxiste internationaliste émerge en 2013 de la fusion, au sein du Collectif révolution permanente, des noyaux issus du Comité qui placent l'internationalisme au cœur de leur activité et s'efforcent de renouer avec le programme de l'Internationale communiste et celui de la 4^e Internationale.

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]
Abonnement 20 euros pour 5 numéros à l'ordre de ARTP

Adresse postale

ARTP / AGECA service boîtes postales /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du GMI : groupemarxiste.info

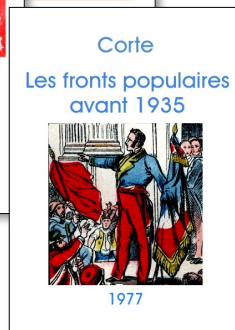
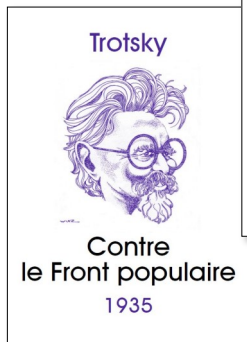
Site du Collectif révolution permanenteReP
revolucionpermanente.com

Site de EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de IKC/État espagnol : www.ikcirklo.org





À peine l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste et Trotsky avaient ils affirmé la nécessité de construire une 4^e Internationale qu'ils étaient confrontés à la « théorie » et à la pratique des fronts populaires. La « théorie » et la pratique des fronts populaires complètent la « théorie » et la pratique de la « construction du socialisme dans un seul pays ». C'est la réaction contre la révolution prolétarienne qui parle et agit, soi-disant au nom de la révolution d'Octobre et du socialisme. Les fronts populaires en France et en Espagne répondaient à des situations révolutionnaires, à une crise révolutionnaire, à une révolution mais qui étaient les dernières explosions d'une période révolutionnaire que la révolution russe avait ouverte. Les derniers obstacles au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale étaient balayés.

Le combat contre la « théorie » et la pratique des fronts populaires a le même contenu et la même importance politique que celui contre la « théorie » et la pratique du « socialisme dans un seul pays », le même contenu et la même importance politique que la lutte pour la construction du parti révolutionnaire et de la 4^e Internationale. Les partisans des fronts populaires, fût-ce des « fronts populaires de combat », dressent ceux-ci contre la révolution prolétarienne et l'aspiration des masses au front unique ouvrier.

Depuis 1935, les prises de position à propos des fronts populaires délimitent très précisément les organisations et militants qui se situent sur le terrain et le programme de la 4^e Internationale, combattent pour la révolution prolétarienne, de ceux qui capitulent devant la bourgeoisie, ses agences sociale-démocrate et stalinienne. L'histoire de la 4^e Internationale, dès son origine et sa formation, éclaire lumineusement ce fait, ne laisse aucun doute à ce sujet. Jusqu'à présent, les fronts populaires ont toujours infligé de terribles défaites à la classe ouvrière, ou ont été la cause de ces défaites.

À nouveau, ils sont à l'ordre du jour. Leur aboutissement sera-t-il nécessairement de nouvelles et écrasantes défaites infligées au prolétariat ? La clé reste la construction de partis révolutionnaires. Nous nous préparons à des années et des années de luttes politiques aux épisodes multiples et divers. Quels que soient les obstacles, le parti de la révolution prolétarienne sera construit. Les fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui sont de même nature, ce sont des instruments de la contre-révolution. Mais, cette fois, le prolétariat brisera ces carcans et sortira victorieux de l'épreuve.

Stéphane Just

« Introduction », *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui*, 1977